

Trafic de drogue :
Les autorités font
une saisie record de
stupéfiants au port
de Béjaïa

P.03

Falsification des résultats :
Le ministre de l'Éducation
dénonce des fraudes dans les
écoles privées

P.03



Le Premier ministre préside
l'ouverture des travaux du
séminaire national sur la
sécurité juridique

P.02



Investissement :



Plus de 19.000 projets
enregistrés, pour une
valeur totale de 61
milliards de dollars

P.04

Gara Djebilet :



Réussite d'une opération de
dynamitage massive pour
l'extraction de minerai

P.05

Commerce :



Croissance spectaculaire
des exportations de
Barcelone vers l'Algérie
en 2025

P.05

Annaba/ Circonscription
"Benaouda Benmostefa"
Renforcement des
infrastructures
de services et
accompagnement des
projets structurants

P.06



Le Premier ministre préside l’ouverture des travaux du séminaire national sur la sécurité juridique et son impact sur le développement économique

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, samedi au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), l’ouverture des travaux du séminaire national sur “la sécurité juridique et son impact sur le développement économique”, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ce séminaire débattrra de la sécurité juridique en tant que concept, dans ses volets liés au cadre législatif et à l’application pratique, et des mécanismes de renforcement de la sécurisation du processus de gestion, eu égard à leur impact direct sur l’amélioration du

climat d’affaires et la dynamisation du développement économique. Ont assisté à l’ouverture de cette rencontre, organisée par le ministère de la Justice et l’Ordre des avocats d’Alger, en coordination avec l’Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, et le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjema, des membres du Gouvernement, le conseiller auprès du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, M.



Mohamed Hammouche et le conseiller auprès du président de la République chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des paiements internationaux, M. Farid Yaici. Des représentants de plusieurs instances

et institutions nationales, et plus de 1500 participants, dont des cadres, des spécialistes et des professionnels des domaines juridique et économique, ont également assisté à l’ouverture de ce séminaire. A l’entame de la rencontre, un documentaire a été projeté, mettant en exergue les mutations économiques importantes que connaît l’Algérie depuis plusieurs années dans un climat de quiétude et de stabilité. Ce séminaire concrétise la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et l’intérêt particulier qu’il porte aux opérateurs économiques, en tant qu’axe

fondamental des réformes législatives et économiques qu’il a engagées, en garantissant la protection des gestionnaires à travers la distinction entre erreur de gestion et corruption, d’autant que la Constitution de 2020 a consacré le principe de la sécurité juridique et le renforcement des garanties de la liberté du commerce, de l’investissement et de l’entrepreneuriat. Les juristes et les acteurs économiques participant à ce séminaire auront à débattre de la question de la protection de l’acte de gestion et de son impact sur le développement économique, et de la sécurité juridique dans le monde des affaires.

Le Premier ministre met en avant la vision éclairée du président de la République pour mettre en place un environnement juridique sûr et stable


Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a mis en avant, samedi à Alger, la vision éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour mettre en place un environnement juridique sûr et stable, encourageant l’investissement, l’initiative et l’innovation pour promouvoir l’économie nationale. Dans une allocution prononcée à l’ouverture des travaux du séminaire sur “la sécurité juridique et son impact sur le développement économique”, le Premier ministre a affirmé que le président de la République “accorde une importance majeure à cette question, comme il l’a souligné à maintes reprises, étant donné qu’elle reflète sa vision éclairée et la détermination de l’Algérie à mettre en place un environnement juridique sûr et stable”, facilitant et encourageant l’investissement, l’initiative et l’innovation, et contribuant à la promotion de l’économie nationale et au renforcement de la position de l’Algérie en tant que portail stratégique pour l’Afrique et hub fiable économiquement et sûr juridiquement, consacrant le triptyque transparence, responsabilité et intégrité. Il a également affirmé que le président de la République a placé le gestionnaire au cœur de ses préoccupations, en tant qu’un des principaux leviers de la dynamique de développement, en ordonnant depuis le début, “d’œuvrer à la dépenalisation de l’acte de gestion et en soulignant, explicitement dans son programme, la nécessité de consacrer une politique de protection des cadres intègres de l’Etat assurant l’acte de gestion”. Il a, dans ce contexte, rappelé “la consécration constitutionnelle de la liberté de commerce, de l’investissement et de l’entrepreneuriat, ainsi que du principe de sécurité juridique, et les réformes législatives profondes” ordonnées par le président de la République, qui ont été “effectivement concrétisées”, notamment à travers la révision du système juridique et institutionnel de l’investissement,

l’exploitation et la valorisation du foncier économique, la réforme du système bancaire et financier, ainsi que le code des marchés publics. A cet égard, le premier ministre a expliqué que cette “vision éclairée vise à faire de l’Algérie un modèle alliant savoir et innovation, et droit et développement, ainsi qu’à éliminer toutes les disparités entre les secteurs public et privé et à renforcer leur complémentarité, en vue de créer un écosystème favorable à l’entrepreneuriat et à l’investissement, et fondé sur la transparence, la compétence et la compétitivité”. Il a souligné que l’organisation de ce séminaire constitue “une étape parmi les démarches participatives que nous menons tous pour la concrétisation effective de cette vision éclairée”, et qui consacre “notre conviction que la réalisation effective de la sécurité juridique requiert la contribution de tous les acteurs, sans exception”. Il a, à ce propos, relevé que “l’économie mondiale connaît des mutations profondes imposant une concurrence rude et une accélération sans précédent des modes de production et d’investissement obligeant les Etats à repenser leurs approches de développement sur des bases alliant efficacité économique et garanties juridiques, mais aussi flexibilité institutionnelle et stabilité législative”. Partant de cette optique, a-t-il poursuivi, la sécurité juridique s’impose comme une condition structurelle à l’émergence du développement et à sa pérennité, affirmant que “le véritable développement économique doit se réaliser dans un environnement de clarté, de transparence et de sérénité, et l’initiative économique y être gérée dans un climat empreint d’anticipation positive”. “Il n’y a pas d’investissement sans confiance, ni de confiance sans système juridique clair, ni de système juridique efficace sans une justice indépendante, spécialisée et proactive”, a soutenu M. Ghrieb.

“Conscient de ces transitions et défis”, le président de la République a posé “les fondements de la sécurité juridique et renforcé le cadre législatif et institutionnel, garantissant ainsi à chaque investisseur et à toute initiative économique les conditions nécessaires pour se lancer et prospérer dans un environnement sûr et équitable, encourageant l’innovation, stimulant la productivité, assurant la célérité de la prise de décision et ouvrant des perspectives à des projets à même de hisser l’économie nationale à des niveaux supérieurs et à conforter la position économique de l’Algérie sur les scènes continentale et internationale”, a-t-il souligné. Le Premier ministre a mis en avant “l’importance de sécuriser l’acte de gestion de manière précise et claire, afin d’offrir au gestionnaire toutes les garanties nécessaires et de le libérer pour concrétiser les initiatives et les transformer en projets réussis et productifs”, affirmant que le système juridique et judiciaire joue “un rôle pivot au-delà de la simple fonction de règlement des litiges pour remplir une mission plus large”. Cette mission consiste à “instaurer la sérénité juridique, protéger l’initiative et assurer la continuité de l’activité économique, faisant de la justice un véritable partenaire du développement et non un simple mécanisme correctif et a posteriori des dysfonctionnements”. Il s’agit là de l’un “des fruits des réformes globales engagées par le secteur de la justice, visant à renforcer l’indépendance de la magistrature, à moderniser ses méthodes de travail et à optimiser son efficacité”, a ajouté M. Ghrieb. Les principes fondamentaux de la sécurité juridique que l’Etat s’est attaché à consacrer résident dans l’édification de “règles juridiques fondées sur les principes de clarté, de cohérence, de prévisibilité et de stabilité dans leur application”, tout en évitant les changements fréquents susceptibles d’affecter négativement le déroulement

de l’activité économique, en garantissant le respect du principe de non-rétroactivité des lois et en œuvrant parallèlement à une évaluation permanente de l’efficacité des textes juridiques après leur entrée en vigueur. —Le Gouvernement veille à l’harmonisation des politiques et à la complémentarité des textes— A cette même occasion, le Premier ministre a affirmé que “le Gouvernement a veillé à assurer l’harmonisation des politiques et la complémentarité des textes”, notamment à travers “l’élargissement des consultations lors de leur élaboration à l’ensemble des acteurs concernés, la prise en charge de leurs préoccupations et propositions de la meilleure manière, dans le cadre d’une approche participative visant l’élaboration de textes consensuels garantissant l’harmonie du système juridique avec les politiques économiques et financières de l’Etat”. Il a indiqué que “la consécration de la sécurité juridique et la protection des gestionnaires ont occupé une place importante dans ces réformes législatives”, précisant que le Code pénal a été révisé en 2024 par l’introduction de critères objectifs, rigoureusement fixés, permettant de définir les actes de gestion susceptibles d’enfreindre les lois, règlements ou règles de sécurité, et passibles de sanctions pénales. Il a ajouté que cette révision du Code pénal “a introduit des dispositions criminalisant et sanctionnant sévèrement tout acte de nature à entraver l’investissement ou à y porter atteinte”. Le nouveau Code de procédure pénale a, pour sa part, consacré “le principe de la non-mise en mouvement de l’action publique à l’encontre des gestionnaires des entreprises publiques économiques, sauf sur plainte préalable des organes sociaux de ces entreprises”. Autant de mesures qui “traduisent la ferme volonté de l’Etat de protéger les gestionnaires en cas d’erreurs de gestion, ainsi que contre toute pratique susceptible

d’entraver leurs initiatives d’investissement”. “Ces réformes législatives seront renforcées par une révision approfondie du Code de commerce, actuellement en cours, afin de l’adapter à ces évolutions”, a affirmé le Premier ministre, ajoutant que la nouvelle approche du président de la République “prend en compte les spécificités de l’acte économique et accompagne les transformations que connaît l’économie nationale, notamment au regard de la forte dynamique qu’il a instaurée à travers les grands projets structurants en cours de réalisation dans plusieurs domaines, en appui à la souveraineté économique et à la protection de l’intérêt national”. “La complémentarité entre les domaines juridique et judiciaire, d’une part, et les domaines économique, d’investissement et de l’entrepreneuriat, d’autre part, en sus du processus de transformation numérique qui accompagne l’ensemble de ces réformes, ne relèvent pas d’un simple choix technique, mais traduisent un projet d’Etat visant à bâtir une économie forte, compétitive, productive et intégrée, fondée sur la confiance et adossée au droit, qui protège et accompagne l’action intègre, favorise la croissance économique et la liberté d’initiative”. Le Premier ministre a invité les participants au séminaire à formuler “des recommandations pratiques contribuant à soutenir le parcours adopté vers le renforcement de la sécurité juridique, la protection des gestionnaires et l’encouragement de l’acte d’investissement”, tout en réaffirmant “la disponibilité des pouvoirs publics à prendre en charge toute mesure susceptible de renforcer la sécurité juridique et son apport au développement économique de notre pays, et d’offrir les garanties optimales pour encourager les initiatives économiques et protéger les gestionnaires”.

 <small>Quotidien indépendant d'informations générales times</small> Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s’adresser à : l’Entreprise Nationale de communication d’Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l’objet d’aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	---	---	---	--

« FALSIFICATION DES RÉSULTATS » : Saadaoui dénonce des fraudes dans les écoles privées

Lors d'une séance de questions orales au Conseil de la Nation ce jeudi, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdoui, a dressé un réquisitoire sévère contre certaines dérives du secteur privé, tout en traçant les perspectives d'une refonte profonde du système d'agrément. Le ministre a révélé que les missions d'inspection menées auprès des établissements privés ont mis en lumière des conclusions alarmantes. Selon lui, certains propriétaires d'écoles considèrent l'enseignement comme une « activité purement commerciale », au détriment de la rigueur pédagogique. Saadaoui a dénoncé des « dépassements graves » entachant la crédibilité de l'acte éducatif, citant explicitement des cas de manipulation et de falsification



des résultats scolaires. Face à cette situation, le ministre a promis une tolérance zéro pour protéger la crédibilité des diplômes nationaux, annonçant un renforcement drastique du contrôle par les corps d'inspection. Écoles privées : Pourquoi le gel des nouveaux agréments ?

S'expliquant sur la suspension de l'octroi de nouveaux agréments pour les écoles privées, le premier responsable du secteur a rappelé que l'éducation demeure un service public avant tout. Il a souligné la pression démographique constante : chaque année, le secteur accueille plus d'un million de nouveaux élèves

(dont 1,028 million en première année primaire), alors que les flux de sortie ne dépassent pas les 550 000. Si l'ouverture au privé en 2004 et 2005 visait à épauler le secteur public, le ministre a précisé que des rapports transmis au Premier ministre en 2022 ont révélé que plusieurs établissements s'écartaient du programme officiel. Ce constat a mené à :
• La suspension temporaire de la création de nouvelles écoles.
• La mise en place d'une commission élargie pour réviser le cadre réglementaire.
• L'élaboration d'un nouveau cahier des charges, actuellement soumis au Secrétariat général du Gouvernement. Le ministre a également esquissé l'avenir du secteur privé, conformément aux orientations du

président de la République. L'objectif est de réorienter l'investissement privé vers des besoins spécifiques. Le ministère étudie actuellement l'ouverture de nouvelles filières, notamment dans l'informatique et les technologies de l'information, afin de préparer les élèves aux spécialités de l'intelligence artificielle. Saâdoui a conclu en précisant que les 628 établissements privés actuellement agréés (répartis sur 38 wilayas) continuent de fonctionner sous l'ancien régime, tout en examinant leurs demandes d'extension. Il a toutefois lancé un appel aux investisseurs pour se tourner vers les sciences exactes, affirmant que le ministère accueillera favorablement toute initiative sérieuse respectant les normes de qualité et la souveraineté du programme national.

FAUX MÉDECIN ET TRAFIC D'ENFANTS : Que révèle l'enquête sur le sauvetage du nourrisson enlevé?

Dans une opération d'envergure, la Brigade spécialisée dans la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains a réussi à porter un coup fatal à une organisation criminelle structurée. Au cœur de cette affaire sordide : le rapt d'un nouveau-né et une imposture médicale. L'enquête, menée avec une discrétion absolue, a abouti au sauvetage in extremis d'un nourrisson à peine né. Grâce à l'expérience de terrain et à la réactivité des enquêteurs, l'enfant a été localisé, extrait des mains de ses ravisseurs, puis restitué à sa mère biologique. Ce dénouement heureux met fin à un calvaire qui aurait pu basculer dans le drame. Ce qui frappe dans cette affaire, c'est le degré d'organisation du réseau. Pour opérer en toute impunité et tromper la vigilance de l'entourage des victimes, l'un des membres clés de la bande n'a pas hésité à usurper la qualité de médecin. Ainsi, en endossant cette blouse blanche factice, le suspect facilitait les contacts et les transactions, usant de l'autorité morale liée à

la profession pour manipuler les familles et dissimuler les activités illégales du groupe. Cette infiltration du milieu médical informel souligne la dangerosité et le cynisme de ces réseaux de traite humaine. Justice : quels sont les chefs d'inculpation pour le réseau criminel ? Après une phase d'investigation minutieuse, les services de sécurité ont procédé à l'arrestation de l'ensemble des complices. Le dossier est désormais entre les mains de la justice. Les mis en cause sont poursuivis pour constitution d'une organisation criminelle organisée transfrontalière, traite des êtres humains (en particulier de mineurs) et usurpation d'une fonction légalement réglementée. Suite à l'achèvement des procédures légales, les membres de la cellule ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal compétent, marquant ainsi le début de l'instruction judiciaire. Cette opération réussie témoigne de la montée en puissance des services de lutte contre la criminalité organisée, déterminés à protéger les citoyens les

plus vulnérables contre les nouvelles formes d'exploitation. Criminalité en Algérie : entre baisse des violences de proximité et explosion des nouveaux délits Le dernier bilan annuel de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) dessine alors un paysage contrasté de la sécurité en Algérie. Si le sentiment de sécurité des citoyens reste l'un des plus élevés de la région, les forces de l'ordre font face à une mutation profonde des réseaux criminels, désormais plus orientés vers le cyberspace et les trafics transfrontaliers. L'une des satisfactions majeures des autorités réside dans la baisse continue des atteintes aux personnes et aux biens. En 2024, les agressions physiques ont reculé de près de 0,6 %, tandis que les vols et dégradations de biens ont chuté de 3,5 %. Le ministère de la Justice a également souligné, fin 2025, une efficacité accrue contre les « gangs de quartiers » grâce à un arsenal juridique durci. Ces affrontements urbains, qui inquiétaient la population, sont en net recul avec moins d'une centaine d'affaires majeures recensées sur

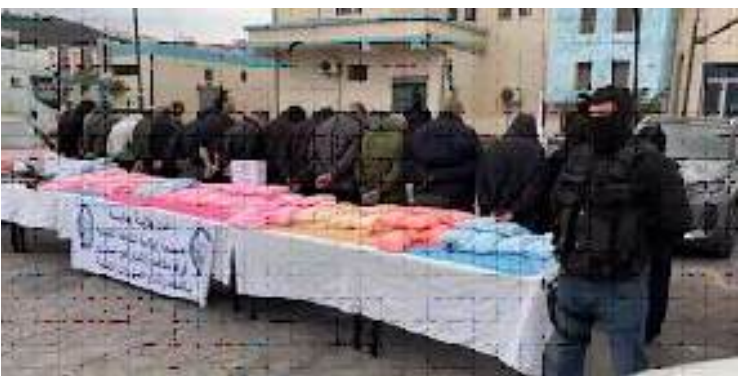


l'année écoulée. Le trafic de drogue demeure donc le principal défi opérationnel pour les services de sécurité. Bien que le nombre total d'affaires liées aux stupéfiants ait connu une baisse de 9 %, l'ampleur des saisies témoigne d'une pression persistante aux frontières. En 2024, les forces combinées ont intercepté plus de 5,6 tonnes de cannabis et, fait plus alarmant, près de 14 millions de comprimés psychotropes. La lutte contre ces substances, souvent surnommées « la drogue du pauvre », est devenue une priorité nationale de santé publique. La montée en puissance de la cybercriminalité Le changement le plus radical s'opère sur internet. La cybercriminalité a bondi de 3 % en 2024, et les tendances de 2025 confirment cette accélération. Escroqueries en ligne, usurpations d'identité et chantages numériques

se multiplient. Rien qu'en décembre 2025, le démantèlement de 32 réseaux spécialisés dans le hameçonnage et le vol d'informations a été annoncé. Les autorités pointent du doigt un manque de « cyber-hygiène » chez les utilisateurs, facilitant le travail de réseaux souvent basés à l'étranger. Parallèlement aux délits numériques, la criminalité économique et financière affiche une hausse de 11 %. Ce chiffre est interprété par les analystes comme le résultat d'une surveillance accrue des flux financiers et d'une lutte plus agressive contre la corruption et la spéculation illégale sur les produits de large consommation. Malgré ces défis, l'Algérie maintient sa position de leader régional en termes de tranquillité publique. Avec un score de 88/100 dans l'indice « Loi et Ordre » du Global Safety Report, le pays se classe au premier rang en Afrique du Nord. Ce sentiment de sécurité est soutenu par une présence policière dense et une modernisation des outils de signalement, comme l'application « Allo Chorta », qui a enregistré des dizaines de milliers de signalements citoyens cette année

Les autorités font une saisie record de stupéfiants au port de Béjaïa

Les services de la sûreté de la wilaya de Béjaïa ont réussi à démanteler un réseau criminel organisé transnational spécialisé dans le trafic de stupéfiants. Cette opération d'envergure s'est soldée par la saisie d'une quantité record de drogues synthétiques et l'arrestation de 20 membres de l'organisation. Une tentative d'introduction déjouée au port de la wilaya de Béjaïa. L'affaire a débuté au cours de la semaine écoulée grâce à une coordination opérationnelle étroite entre la police des frontières et les services des douanes au niveau du port de Béjaïa. Lors du contrôle par scanner d'un convoi en provenance d'un port français, les agents ont détecté des



anomalies dans trois véhicules de tourisme. La fouille approfondie a permis de découvrir une cargaison dissimulée dans des cavités secrètes spécialement aménagées à l'intérieur des structures des véhicules. Au total, plus de 700 000 comprimés de type Ecstasy ont

été saisis, pour un poids global atteignant 320 kg. Ainsi, les trois conducteurs des véhicules, à savoir deux femmes et un homme, ont été immédiatement interpellés. Démantèlement de la structure organisationnelle Suite à ces arrestations initiales, la brigade de lutte contre le trafic

illicite de stupéfiants de la sûreté de wilaya a ouvert une enquête approfondie sous la supervision du parquet compétent. Les investigations ont donc mené les enquêteurs à mener des perquisitions et des interventions coordonnées dans les wilayas de Béjaïa, Alger et Sétif. Ces opérations de terrain ont permis de neutraliser le reste du réseau et d'interpeller 17 autres individus, dont une femme, portant le nombre total de suspects arrêtés à 20. Les perquisitions ont également abouti à la saisie de matériels et de biens importants :
• 18 véhicules de différentes marques utilisés pour les activités du réseau.
• Une somme d'argent en monnaie nationale s'élevant à

près de 202 millions de centimes.
• Un montant de 2 980 euros. Trois armes à feu et des appareils sensibles.
• Un lot de cachets, de poinçons et de timbres officiels contrefaits. L'enquête a permis d'identifier les autres membres de cette organisation criminelle internationale, dont certains se trouvent actuellement à l'étranger. Les 20 suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé de la cour de Sidi M hamed à Alger pour répondre des chefs d'inculpation de trafic international de drogues synthétiques, contrebande et atteinte à la santé publique.

AAPI : Plus de 19.000 projets enregistrés, pour une valeur totale de 61 milliards de dollars

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, depuis son entrée en activité en novembre 2022, plus de 19.000 projets, pour une valeur totale de 8.242 milliards de DA (61 milliards de dollars), a indiqué mardi son Directeur général, M. Omar Rekkache.

Lors d'une Journée d'information, organisée par l'Agence Algérie Presse Service (APS) et l'AAPI, sur le rôle des médias nationaux dans la promotion de l'investissement et le renforcement de l'attractivité de l'économie nationale, M. Rekkache a précisé que le nombre de projets enregistrés via les guichets uniques décentralisés et le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, entre le 1er novembre 2022 (date de l'entrée en activité de l'Agence) et le 21 décembre 2025, s'élève à 19.054 projets déclarés, pour une valeur totale de 8.242 milliards de DA, lesquels devraient créer plus de 470.000 emplois. Ce bilan, a-t-il dit, "témoigne de la confiance des opérateurs économiques nationaux et étrangers

dans les profondes réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière d'investissement, et montre que l'Algérie est ouverte aux projets productifs dans divers secteurs, à travers toutes les wilayas, au service d'un développement régional équilibré et de la création d'emplois, auxquels le président de la République accorde une attention particulière". Cette occasion, le même responsable a réaffirmé l'engagement de l'AAPI à "poursuivre l'accompagnement des investisseurs" et à "œuvrer pour transformer ces projets en réalisations concrètes, renforçant ainsi la souveraineté économique et soutenant une croissance durable", soulignant, à cet égard, que le suivi des projets a montré que leur taux de démarrage effectif avait atteint des "niveaux très satisfaisants".

Sur les 9.026 projets dont les porteurs ont déposé un état d'avancement de la réalisation conformément à la législation en vigueur, qui impose à tout investisseur de déposer ce document tous les ans, 4.904 projets

sont en cours de réalisation effective, soit un taux de 54%, auxquels s'ajoutent 1.237 projets entrés en phase d'exploitation complète, a-t-il précisé.

Le défi aujourd'hui réside, a-t-il expliqué, dans la transition réelle vers "une économie de projets concrets sur le terrain et la libération de l'initiative, passant d'une logique d'obstacles à une logique de décision et de réalisation".

Cela se fera, a-t-il dit, en coordination avec tous les secteurs concernés, engagés dans l'amélioration du climat des investissements, notamment à travers la mise à disposition et l'aménagement du foncier économique, la simplification des procédures d'obtention des autorisations et la facilitation de l'accès au financement bancaire à des conditions incitatives pour l'investissement, particulièrement

via le guichet unique intégrant tous les services, qui "sera opérationnel dans les prochains jours".

Evoquant les assiettes foncières destinées à la réalisation de projets d'investissement, M. Rekkache a indiqué que l'AAPI œuvre à accroître l'attractivité des zones enregistrant une faible demande, afin de garantir une répartition équilibrée des investissements sur l'ensemble du territoire national. L'ère de la spéculation sur les assiettes foncières est "révolue" grâce à l'adoption de la numérisation, en dehors de laquelle "aucun mètre carré ne peut être attribué", a-t-il soutenu.

Le Directeur général de l'AAPI a, par ailleurs, mis en avant le rôle médiatique joué par l'APS, en tant que source d'informations fiables et partenaire au service de la politique d'investissement et du développement économique du pays.



Il a, par là même, souligné le rôle crucial des médias comme partenaires et acteurs contribuant à la transformation des opportunités et de la volonté politique en projets concrets, estimant que les médias "ne sont plus de simples transmetteurs d'informations, mais des acteurs contribuant au climat d'investissement", car, a-t-il dit, "l'image d'un pays aux yeux des investisseurs se construit en grande partie à travers le discours médiatique".

Cette Journée d'information est une "étape concrète pour asseoir un partenariat durable entre les organismes de l'écosystème de l'investissement et les médias, fondé sur l'échange d'informations, le renforcement de la formation et l'action commune au service de l'économie nationale", a-t-il estimé.

Le CSJ compte lancer un portail numérique pour la gestion des différentes manifestations et activités

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) compte lancer un portail numérique dédié à l'amélioration de la gouvernance organisationnelle des manifestations nationales de la jeunesse, et ce, à l'occasion de la 3e édition du Forum des jeunes leaders algériens, qui se tiendra à partir de mercredi.

Le CSJ a précisé mardi dans un communiqué que ce portail vise à "unifier et à numériser la gestion des différents événements, à travers la planification des événements, l'envoi de notifications instantanées, la gestion des inscriptions et des invitations, ainsi que le suivi des aspects logistiques et techniques afin d'assurer une organisation fluide et une



coordination efficace".

Cette plateforme permet également "le partage sécurisé de fichiers et un échange

en ligne de questions-réponses, tout en renforçant la communication directe entre les organisateurs, les encadrateurs et les participants".

Le lancement de ce portail "s'inscrit dans le cadre de l'adoption de solutions numériques intelligentes pour la gestion des événements de jeunesse, reflétant ainsi l'engagement du CSJ à promouvoir l'action institutionnelle et à consacrer le professionnalisme dans l'organisation des manifestations nationales dédiées à la jeunesse, en concrétisant le passage de l'organisation conventionnelle à la gestion numérique moderne", conclut la même source

Hidaoui préside à Biskra l'ouverture du 3^{ème} Forum des jeunes leaders algériens

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a présidé jeudi à Biskra l'ouverture de la 3e édition du Forum des jeunes leaders algériens. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de cette rencontre à la salle de conférences Omar-Assassi de l'Université Mohamed-Khider, le ministre a, après avoir salué l'adoption par les membres de l'Assemblée populaire nationale de la proposition de loi criminalisant la colonisation française en Algérie, souligné "la nécessité pour les jeunes de contribuer, en tant que partenaires et acteurs du développement, à la construction du pays et de sa fierté".

Il a également appelé à la nécessité de continuer à investir dans la jeunesse qui doit s'engager dans la vie politique "pour contribuer efficacement à la gestion de l'Algérie de demain".

Le ministre a considéré que ce Forum qui se poursuivra jusqu'à dimanche, constitue "une vision prometteuse et non une activité passagère, et qu'il est possible, à travers cet événement, de tirer parti des expériences et des modèles réussis qui ont su faire la différence et apporter une contribution à la société à tous les niveaux politiques et économiques".

De son côté, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, qui est



intervenu par visioconférence, a souligné que les jeunes "peuvent contribuer à l'économie nationale par l'innovation et les start-ups", avant de noter que son département "assurera l'accompagnement nécessaire pour la concrétisation de ces entreprises, que ce soit au niveau des centres de formation professionnelle ou des universités".

Des ateliers seront organisés lors de ce Forum, animés par des formateurs et des experts, axés sur "l'administration des élections, la conscience politique et l'élaboration de programmes politiques", selon les organisateurs de la rencontre.

A noter que l'ouverture de cette édition du Forum des jeunes leaders algériens, organisé par le Conseil Supérieur de la Jeunesse, a également été marquée par la présence du wali de Biskra, Lakhdar Sedas, ainsi que des présidents des Conseils supérieurs de la jeunesse du Cameroun et du Sénégal, en plus de 800 jeunes venus de différentes wilayas du pays.

UNIVERSITÉS Approbation du financement de 89 projets d'entrepreneuriat via les établissements de l'Enseignement supérieur

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a donné son approbation pour le financement de 89 projets d'entrepreneuriat universitaire dans plusieurs domaines et spécialités, via les centres de développement de l'entrepreneuriat des établissements de l'Enseignement supérieur, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Cette approbation traduit "la dynamique ascendante de l'entrepreneuriat universitaire et l'adhésion des étudiants au processus de création de micro-entreprises, dans le cadre de l'appui au rôle de l'Université dans la création de richesse", précise le communiqué.

Ces projets entrepreneuriaux concernent les domaines de la santé, de la pharmacie, de l'industrie, de l'agriculture, des services, du bâtiment et des travaux publics, du tourisme, des télécommunications, du textile et des industries manufacturières.

Cette dynamique reflète "les progrès réalisés dans la création de micro-entreprises par des étudiants" et incarne "le passage de l'idée au projet", souligne la même source.

Les projets ont été sélectionnés dans les universités de Mascara, Sétif, Sidi Bel

Abbes, Tissemsilt, M'sila, Guelma, Alger, Tlemcen, Laghouat, Relizane, Biskra, Tiaret, El Bayadh, Souk Ahras, El Oued, Béjaïa, Constantine, Tipasa, Khenchela, Médéa, Skikda et Blida, conclut le communiqué.

un programme national pour accompagner 38 universités vers la certification ISO -Trente-huit (38) établissements universitaires à l'échelle nationale bénéficieront d'un programme d'accompagnement technique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour obtenir la certification du système de management de la qualité ISO 9001:2015, a-t-on appris lundi à Tipasa d'un responsable du ministère de tutelle.

Ce programme national concernera, dans une 1ère phase, 38 établissements universitaires qui seront accompagnés dans l'obtention de cette certification internationale, a indiqué le sous-directeur de l'évaluation et de l'assurance qualité auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Omar Haroun, lors d'une rencontre de sensibilisation organisée à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSSEA) de

Koléa, à l'occasion du lancement de la mise en œuvre d'un programme national sur le système de management de la qualité.

Il a ajouté que cette initiative vise à améliorer la performance des établissements concernés, précisant que les établissements universitaires restants bénéficieront, progressivement, du même accompagnement.

Haroun a, en outre, rappelé l'importance de l'adoption des systèmes modernes de management de la qualité pour l'amélioration de la gouvernance universitaire et la garantie de la qualité de la formation et de la recherche scientifique, affirmant l'engagement du ministère à assurer un accompagnement continu et efficace durant les prochaines étapes du projet.

A son tour, le directeur de l'ENSSEA, le Pr. Rachid Toumache, a insisté sur la nécessité d'une adhésion effective à la dynamique de la qualité et de l'amélioration des performances des établissements d'enseignement supérieur, en adéquation avec les orientations stratégiques du secteur, notamment en matière de gouvernance et d'assurance qualité.

EN UN AN : Barcelone explose ses exportations vers l’Algérie

Les exportations du Port de Barcelone vers l’Algérie ont connu une augmentation significative entre janvier et novembre de cette année, selon les chiffres révélés par le site espagnol spécialisé dans les affaires portuaires, la logistique et le transport maritime, El Canal.

La source précitée a évoqué un taux de croissance des exportations vers l’Algérie atteignant 3 848,4 % au cours de cette même période. Il s’agit de la plus forte augmentation enregistrée par le Port de Barcelone vers toute autre destination. Cette reprise coïncide avec le rétablissement des relations commerciales entre Madrid et Alger, après plus de deux ans de froid et de désaccords.

Le site économique espagnol a comparé ce chiffre aux taux



d’exportation vers d’autres pays, soulignant la disparité. Concernant les autres partenaires, les taux d’exportation ont atteint +17,4 % vers l’Arabie Saoudite, +21,5 % vers l’Inde, +30,3 % vers la Corée du Sud et +46,9 % vers les Émirats Arabes Unis.

Croissance spectaculaire des

exportations de Barcelone vers l’Algérie en 2025

Selon El Canal, cette hausse du volume des exportations vers l’Algérie est principalement due à l’amélioration des relations commerciales entre les deux pays. Suite à une crise diplomatique de deux ans, sur fond de changement de

position du gouvernement espagnol sur la question du Sahara Occidental, les échanges commerciaux ont repris à un rythme soutenu. Cela a fait de l’Algérie, en l’espace de quelques mois, le marché à la croissance la plus rapide pour les exportations de conteneurs partant du Port de Barcelone.

Une source de la direction du Port de Barcelone a d’ailleurs souligné « l’importance du marché algérien pour le Port de Barcelone et pour le commerce méditerranéen en général ».

Toujours selon le site, le volume du trafic de véhicules dans le Port de Barcelone a atteint 661 303 unités entre janvier et novembre 2025, enregistrant une augmentation de 4,7 % par rapport à la même période en 2014, « renforçant ainsi la tendance de croissance qui a débuté en

septembre », a ajouté l’institution portuaire catalane.

Les importations continuent de connaître une hausse notable (40,3 %), avec une croissance marquée des véhicules électriques et hybrides (52,7 %), qui représentent désormais 12,32 % du total des importations.

Concernant le trafic de passagers, près de 1,7 million de personnes ont transité par le Port de Barcelone jusqu’à fin novembre, soit une augmentation de 2,4 % par rapport à la même période l’an dernier.

Le nombre de passagers depuis et vers les ports d’Afrique du Nord a augmenté de 67,1 %, et celui depuis et vers les îles Baléares de 1,3 %. Les navires de croisière ont enregistré 3,8 millions de mouvements, ce qui se traduit par l’afflux de 2 254 340 touristes dans la ville, selon les estimations du Port de Barcelone.

GARA DJEBILET : Réussite d’une opération de dynamitage massive pour l’extraction de minerai

Le groupe public SONAREM a annoncé, ce vendredi, la réussite d’une opération de dynamitage massive pour l’extraction de minerai de fer sur le gisement de Gara Djebilet, marquant un tournant dans l’exploitation de ce géant minier.

L’opération, qualifiée de « première du genre » par son ampleur, a été exécutée par la Société Nationale du Fer et de l’Acier (FERAAL), filiale du groupe SONAREM,

sous la supervision directe de l’Office National des Substances Explosives (ONEX).

Selon le communiqué du groupe, l’opération s’est déroulée dans des conditions optimales, respectant les protocoles de sécurité et de prévention les plus rigoureux. Ce dynamitage a permis de libérer un volume de minerai de fer dépassant les 75 000 tonnes.

Le groupe public a précisé que des opérations similaires seront

désormais menées sur une base mensuelle. L’objectif est de constituer des stocks stratégiques destinés à être transformés et consommés par les complexes sidérurgiques nationaux.

Gara Djebilet : Opération de minage d’envergure et préparatifs pour un « événement historique »

Cette démarche s’inscrit dans le cadre du programme du Président de la République visant à valoriser localement les ressources minières

du pays.

Ce jalon technique coïncide avec les préparatifs d’une cérémonie qualifiée de « historique » dans la wilaya de Béchar. Celle-ci marquera l’arrivée, pour la première fois depuis l’indépendance, du fer de Gara Djebilet via la nouvelle ligne ferroviaire minière reliant Tindouf à Béchar.

Pour rappel, lors d’un Conseil des ministres tenu le mois dernier, le Président Abdelmadjid



Tebboune avait ordonné le lancement de l’exploitation et de la transformation locale du minerai de fer de Gara Djebilet dès le premier trimestre de l’année 2026.

Avec des réserves estimées à près de 3,5 milliards de tonnes, le gisement de Gara Djebilet est considéré comme l’une des plus grandes mines à ciel ouvert au monde, représentant un pilier stratégique pour l’indépendance industrielle de l’Algérie.

Cadence de réalisation accélérée pour des projets miniers et énergétique importants

Les secteurs des mines, de l’énergie et des énergies renouvelables ont enregistré, durant l’année 2025, une accélération dans la réalisation des grands projets d’infrastructures à fort impact sur l’économie nationale, permettant ainsi le lancement de l’exploitation d’une part importante, dont la mine de fer de Gara Djebilet (Tindouf), prévue début 2026.

Cette dynamique sera couronnée par la mise en service de plusieurs infrastructures stratégiques pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures, en attendant l’achèvement d’autres projets, comme celui de Gara Djebilet qui entrera en exploitation au premier trimestre 2026, comme l’a annoncé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres du 16 novembre dernier.

Le lancement de l’exploitation de cette mine, parmi les plus grandes au monde avec des réserves de 3,5 milliards de tonnes, constituera un événement inédit dans l’histoire de l’Algérie indépendante et “un signal fort qui témoigne d’une nouvelle orientation pour le pays, consacrant le principe de la souveraineté économique et la diversification de ses ressources hors hydrocarbures”, avait affirmé le président de la République.

Ce projet minier a été réalisé en un temps record: les travaux avaient débuté

en juillet 2022, suivis du lancement du projet de l’usine de traitement primaire du minerai de fer en décembre 2023 avant la prochaine étape qui verra son entrée en production.

Pour assurer l’acheminement du minerai vers le complexe sidérurgique de Tosyali à Bethioua (Oran), la nouvelle ligne ferroviaire Tindouf-Béchar (950 km) sera totalement achevée début 2026.

Quant au projet intégré du phosphate de Bled El Hedba (Tébessa) qui sera opérationnel l’année prochaine, il permettra à l’Algérie de se hisser parmi les principaux pôles mondiaux d’exportation d’engrais et fertilisants, avec des capacités de production annuelle de 6 millions de tonnes.

Le projet comprend une ligne ferroviaire dont le taux de réalisation a connu une avancée significative et qui reliera la mine de phosphate au projet de chemin de fer minier de l’Est, lequel connectera plusieurs mines à des usines de traitement et de transformation. L’ensemble des ouvrages d’art, notamment les ponts et les tunnels prévus, ont été achevés.

Le projet assurera le transport de plus de 10 millions de tonnes de phosphate par an, extraites de la mine de Bled El Hedba. Ces volumes seront destinés au traitement, à la transformation et à l’exportation, générant des revenus annuels estimés à 2 milliards de dollars.

L’année 2025 a aussi été marquée



par l’achèvement de la préparation de l’emprise pour le projet de doublement de la voie ferrée minière entre les communes de Driaa et d’Oued El Kebrit (Souk Ahras, 17 km) qui s’inscrit dans le cadre de la modernisation et du doublement de la ligne ferroviaire minière de l’Est (Annaba-Bled El Hedba-Tébessa).

Par ailleurs, la mine de zinc et de plomb de Oued-Amizour (Béjaïa) constitue aussi un projet d’envergure, avec des réserves exploitables estimées à 34 millions de tonnes et d’une production annuelle prévue de 170.000 tonnes de concentré de zinc.

Ce site devrait dynamiser le secteur minier et créer 786 emplois directs et plus de 4.000 emplois indirects et permettra la réalisation d’un chiffre d’affaires de 215 millions de dollars/an.

Le secteur a été renforcé cette année par la promulgation de la nouvelle loi minière qui s’inscrit dans le cadre des réformes visant à consolider la souveraineté économique et à diversifier les sources de revenus

nationaux hors hydrocarbures.

La nouvelle loi comprend un ensemble de mesures incitatives destinées à attirer les investisseurs, créer des emplois et encourager les PME à investir dans le secteur, tout en respectant les normes environnementales et en préservant les ressources.

Hydrocarbures: vif intérêt des compagnies internationales=

Cette loi vise à attirer les investissements et générer des recettes supplémentaires à travers des partenariats équitables, en assurant un contrôle continu des ressources.

Autre événement marquant de l’année 2025, la conclusion par Sonatrach de nombreux accords d’exploration d’hydrocarbures avec de grandes compagnies internationales, notamment dans le cadre de l’appel d’offres international, “Algeria Bid Round 2024”, qui a suscité un vif intérêt international.

Un succès qui confirme l’attractivité du climat des affaires dans le secteur, grâce aux réformes mises en œuvre et à la confiance internationale dans le cadre juridique algérien.

L’Agence ALNAFT prévoit de lancer un nouvel appel d’offres début 2026, afin de renforcer les partenariats dans l’exploration et le développement des ressources nationales en hydrocarbures, ce qui consolide la position de l’Algérie comme acteur clé à l’international, et fournisseur fiable

d’hydrocarbures.

Concernant les énergies renouvelables, l’Algérie a lancé plusieurs projets, notamment le programme d’installation d’une capacité de 15000 MW d’ici 2035, alors que les stations relevant de la première phase estimée à 3200 MW en photovoltaïque, connaissent un bon avancement et devraient être opérationnelles l’année prochaine.

Dans ce sillage, des progrès significatifs ont été enregistrés dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de l’hydrogène, lancée en 2023. L’hydrogène est considéré comme un élément clé de la transition énergétique, comme l’a souligné le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures et des mines, Mohamed Arkab, lors d’une réunion de haut niveau en marge de la 21e Conférence générale de l’Organisation des Nations Unis pour le développement industriel (ONUDI) en novembre dernier.

Dans l’objectif de promouvoir une croissance industrielle durable, diversifiée et à faibles émissions, l’Algérie a lancé plusieurs initiatives destinées à développer l’hydrogène vert, dont le corridor sud de l’hydrogène “SoutH2”, conçu pour acheminer l’hydrogène vert vers l’Europe, ainsi que le projet de connexion électrique “Medlink” reliant l’Algérie à l’Italie.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION “BENAOUDA BENMOSTEFA”
Renforcement des infrastructures de services et
accompagnement des projets structurants

Imen.B

Dans le cadre du renforcement des infrastructures de services et de l’accompagnement des projets structurants au niveau de la nouvelle ville “Benaouda Benmostefa”, le wali-délégué de ladite circonscription administrative a présidé, en fin de semaine dernière une réunion de coordination consacrée au secteur de l’énergie. Cette rencontre s’est tenue en présence des directeurs-délégués de l’énergie, du Logement, de l’Urbanisme et des Équipements publics, ainsi que

du Directeur de la société Naftal – circonscription commerciale de la wilaya d’Annaba. La réunion a été principalement axée sur l’examen des modalités de concrétisation du projet de réalisation d’une station de services au profit de la société Naftal, destinée à répondre aux besoins croissants des habitants de la nouvelle ville “Benaouda Benmostefa” et des usagers de la route, tout en contribuant à l’amélioration de l’offre énergétique et des services de proximité. À l’issue de la réunion, une sortie de terrain a été effectuée afin de procéder

au choix de l’assiette foncière destinée à l’implantation du projet. Le site retenu est situé à la sortie de la nouvelle ville, avant le rond-point n°01, emplacement jugé stratégique en raison de sa facilité d’accès et de sa position par rapport aux axes routiers principaux. Cette initiative s’inscrit dans la dynamique des autorités locales visant à accompagner les projets d’investissement public, à améliorer le cadre de vie des citoyens et à assurer une couverture énergétique adaptée aux besoins actuels et futurs de la région.



ANNABA : Le Chef de la daïra intensifie les actions pour
l’éradication des points noirs et des fuites d’eau

Imen.B

Dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment l’éradication des points noirs liés aux fuites d’eau potable, le Chef de la Daïra a effectué, récemment, une sortie de terrain à travers plusieurs quartiers de la ville d’Annaba. Cette visite s’est déroulée en compagnie du Chef du secteur urbain 2 afin d’inspecter l’état d’avancement des travaux de réparation des fuites d’eau potable pris en charge par l’entreprise spécialisée mandatée à cet effet. Sur

place, le Chef de la Daïra a procédé à une évaluation minutieuse des interventions en cours et a insisté sur la nécessité d’accélérer le rythme des travaux, compte tenu de l’impact direct de ces fuites sur l’approvisionnement en eau potable et sur la qualité de vie des citoyens. À cette occasion, des instructions fermes ont été données à l’entreprise chargée des travaux pour la mobilisation de trois (03) équipes d’intervention et l’adoption d’un système de travail en deux rotations, en vue de réduire les délais d’exécution et d’assurer une prise en charge rapide



et efficace des points noirs recensés. Cette démarche s’inscrit dans la continuité des efforts des autorités locales visant à améliorer les services publics de base, à préserver les ressources en eau et à répondre aux attentes des citoyens dans les meilleurs délais.

ANNABA / Inspection des travaux
de réalisation du projet du siège
de l’Inspection Régionale
de l’Audit

R.C

Dans le cadre du renforcement des infrastructures de services et de l’accompagnement des projets structurants au niveau de la nouvelle ville “Benaouda Benmostefa”, le wali-délégué de ladite circonscription administrative a présidé, en fin de semaine dernière une réunion de coordination consacrée au secteur de l’énergie. Cette rencontre s’est tenue en présence des directeurs-délégués de l’énergie, du Logement, de l’Urbanisme et des Équipements publics, ainsi que du Directeur de la société Naftal – circonscription commerciale de la wilaya d’Annaba. La réunion a été principalement axée sur l’examen des modalités de concrétisation du projet de réalisation d’une station de services au profit de la société Naftal,

destinée à répondre aux besoins croissants des habitants de la nouvelle ville “Benaouda Benmostefa” et des usagers de la route, tout en contribuant à l’amélioration de l’offre énergétique et des services de proximité. À l’issue de la réunion, une sortie de terrain a été effectuée afin de procéder au choix de l’assiette foncière destinée à l’implantation du projet. Le site retenu est situé à la sortie de la nouvelle ville, avant le rond-point n°01, emplacement jugé stratégique en raison de sa facilité d’accès et de sa position par rapport aux axes routiers principaux. Cette initiative s’inscrit dans la dynamique des autorités locales visant à accompagner les projets d’investissement public, à améliorer le cadre de vie des citoyens et à assurer une couverture énergétique adaptée aux besoins actuels et futurs de la région.

ANNABA / Direction des services
universitaires Sidi Amar
Présentation du projet modèle
de tri sélectif dans les
résidences universitaires

R.C

Lors de sa participation à la radio locale d’Annaba, le directeur des services universitaires Annaba-Sidi Amar, Hachichi Hicham, a développé et commenté le projet modèle de tri sélectif des déchets dans les résidences universitaires. L’entretien s’est déroulé en présence de Bouarour Samira, Chef du service de l’environnement urbain à la Direction de l’environnement de la wilaya d’Annaba, de madame Salhi Amina, responsable de la spécialité gestion



durable et valorisation des déchets, le représentant du département de biologie – Université Badji Mokhtar Annaba.

Guelma : 47ème anniversaire du décès du président Houari Boumediene : Hommage et reconnaissance

R.C

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, accompagné du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé, jeudi passé, dans la wilaya de Guelma, la commémoration du 47e anniversaire du décès de l'ancien président Houari Boumediene (1932-1978). Au village de Beni Addi, dans la commune de Medjez Amar, où est érigé le monument historique à la mémoire du défunt président, ainsi que la demeure où il naquit, la cérémonie de commémoration a donné lieu à la levée des couleurs nationales et à la pose d'une gerbe de fleurs, suivie de la lecture de la Fatiha du saint Coran. Le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Hamza Laoufi, le secrétaire général de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), Khelifa Smati, des anciens moudjahidine, des parlementaires ainsi que les autorités locales ont assisté à la cérémonie de recueillement.

Dans une allocution prononcée au cours d'un



colloque organisé pour l'occasion dans la commune de Houari-Boumediene, intitulé «Le président défunt Houari Boumediene, du projet de souveraineté aux défis de l'Algérie victorieuse», le ministre a déclaré que Boumediene avait «tracé une feuille de route pour reconstruire l'Etat algérien, inspirée de l'esprit de la Révolution et des sacrifices des martyrs». Il a également souligné que l'Algérie «renouvelle aujourd'hui, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le pacte avec la mémoire des martyrs et veille à renforcer le lien entre les générations dans une Algérie triomphante» afin de «relancer et de compléter les expériences

pionnières de la nation algérienne, et de poursuivre le projet national d'une édification répondant aux aspirations et aux ambitions du peuple algérien». M. Tacherift a rappelé, dans ce contexte, les positions et les réalisations du président Houari Boumediene qui constituent «un héritage pour les Algériens et un sanctuaire sacré dans la conscience de la nation», avant de souligner «le devoir de s'inspirer des exploits des symboles de la patrie et de leurs valeurs nobles en unissant les rangs, en consolidant les efforts et en approfondissant le sentiment de responsabilité pour poursuivre le chemin de l'édification nationale et du progrès». L'héritage politique

et national de Houari Boumediene Lors d'un colloque organisé dans la commune de Houari Boumediene, intitulé « Le président défunt Houari Boumediene, du projet de souveraineté aux défis de l'Algérie victorieuse», le ministre a affirmé que Boumediene avait « tracé une feuille de route pour reconstruire l'État algérien, inspirée de l'esprit de la Révolution et des sacrifices des martyrs». Il a également souligné que l'Algérie « renouvelle aujourd'hui, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le pacte avec la mémoire des martyrs et veille à renforcer le lien entre les générations dans une Algérie triomphante

» afin de « relancer et de compléter les expériences pionnières de la nation algérienne, et de poursuivre le projet national d'une édification répondant aux aspirations et aux ambitions du peuple algérien». Tacherift a enfin rappelé que les positions et réalisations de Houari Boumediene constituent « un héritage pour les Algériens et un sanctuaire sacré dans la conscience de la nation », avant de souligner « le devoir de s'inspirer des exploits des symboles de la patrie et de leurs valeurs nobles en unissant les rangs, en consolidant les efforts et en approfondissant le sentiment de responsabilité pour poursuivre le chemin de l'édification nationale et du progrès» .

ANNABA / El Hadjar

Le Chef de daïra en visite d'inspection des travaux de plusieurs projets à El Gantra

Imen.B

Dans le cadre du suivi de la réalisation des projets de proximité et de l'amélioration des équipements publics, le Chef de daïra d'El Hadjar a effectué, hier, une sortie de terrain au niveau de la commune de Sidi Amar, plus précisément au pôle urbain "Amirat El Bahi" – El Gantra. Cette visite s'est déroulée en compagnie du P/APC de Sidi Amar, ainsi que des services techniques concernés, afin d'inspecter l'état d'avancement de plusieurs projets inscrits au profit des citoyens. La première halte a concerné le projet de réalisation

d'un restaurant scolaire à l'école Nomouchi Khemissi, située à la cité "1077 logements AADL". Les travaux étant à un stade avancé, il a été annoncé que cette infrastructure éducative entrera en service immédiatement après les vacances d'hiver, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves. La délégation s'est ensuite rendue au stade communal de la cité "Merzouk Amar", où elle a procédé à l'examen des travaux de réhabilitation et de remise à niveau de cette infrastructure sportive, destinés à offrir un espace adéquat pour la pratique des activités sportives et de loisirs au profit des jeunes de

la localité. La sortie de terrain s'est poursuivie par la visite du siège de l'annexe administrative, de la maison de jeunes et de la salle omnisports situées à la cité "Merzouk Amar" – El Gantra, où un état des lieux a été effectué. À cette occasion, des orientations ont été émises pour assurer une meilleure prise en charge de ces structures et garantir leur bon fonctionnement. Cette sortie s'inscrit dans la dynamique des autorités locales visant à suivre de près l'avancement des projets, à renforcer les équipements publics et à répondre efficacement aux attentes des citoyens, conformément aux orientations des pouvoirs publics.



ANNABA / DIRECTION DE L'ÉDUCATION :
Des séances de soutien pédagogique organisées durant les
vacances au profit des élèves

R.C
Dans le cadre d'une initiative éducative visant à consolider les acquis scolaires et à améliorer le niveau des élèves, la direction de l'éducation nationale de la wilaya d'Annaba a organisé, à travers plusieurs établissements scolaires, des séances de soutien et de révision durant les vacances de fin du premier trimestre. Cette opération a concerné des élèves issus de différents collèges de la wilaya, notamment ceux des cycles moyen, dans le but de les accompagner à la fin du premier semestre et de les

aider à surmonter les difficultés rencontrées dans certaines matières fondamentales. Ces cours de soutien s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme tracé par le ministère de l'Éducation nationale, visant le renforcement des compétences de base chez les apprenants, la consolidation des acquis et la révision pédagogique à travers un accompagnement ciblé durant les périodes de vacances scolaires. Encadrées par des enseignants spécialisés, ces séances ont été dispensées dans des conditions pédagogiques appropriées,

avec l'adoption de méthodes didactiques simplifiées tenant compte des différences individuelles entre les élèves. L'accent a été mis sur la compréhension des leçons, la clarification des notions difficiles et l'amélioration du rendement scolaire global. Cette initiative a été largement saluée par les parents d'élèves, qui ont exprimé leur satisfaction quant aux efforts déployés par les autorités éducatives et les équipes pédagogiques pour soutenir les élèves et renforcer leurs chances de réussite, notamment durant les périodes de transition entre les



trimestres. À travers ces actions, la direction de l'éducation d'Annaba réaffirme son engagement à promouvoir l'égalité des chances, à améliorer la

qualité de l'enseignement et à accompagner les élèves dans leur parcours scolaire, en leur offrant un environnement éducatif favorable à la réussite et à l'excellence.

Le CHU d'Annaba à la pointe de la médecine : Succès des
interventions de lithotripsie rénale par voie endoscopique

S.F
Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) d'Annaba a récemment confirmé son positionnement parmi les établissements médicaux de référence en Algérie, grâce à une série d'interventions chirurgicales innovantes. Lors d'une rencontre médiatique, Taha Ben Sidhem a présenté le succès exceptionnel du service de chirurgie urologique, qui a réalisé des opérations de fragmentation des calculs rénaux par voie endoscopique, utilisant une technologie médicale de pointe. Ces opérations, réalisées avec une précision remarquable, ont été conduites en collaboration



avec un expert médical irakien, dans le cadre d'un programme d'échange de compétences visant à renforcer l'expertise locale et à promouvoir les meilleures pratiques médicales spécialisées. Cette coopération

témoigne de l'ouverture du CHU d'Annaba sur les expériences internationales et de sa volonté de se tenir à jour des innovations mondiales en matière de soins urologiques. Le Professeur Kheireddine

Chtibi, chef du service de chirurgie des reins et des voies urinaires, a précisé que ces interventions illustrent la capacité des équipes algériennes à maîtriser des techniques chirurgicales sophistiquées, réduisant les risques pour les patients et accélérant leur rétablissement grâce à des méthodes peu invasives. Il a également souligné l'importance de la formation continue et du partage d'expertise, qui permettent aux praticiens algériens de se confronter aux standards internationaux et d'améliorer en permanence la qualité des soins. Cet accomplissement est une preuve tangible de la compétence

et de l'engagement des équipes médicales algériennes, ainsi que de la modernisation progressive des infrastructures hospitalières. Il confirme également que les hôpitaux universitaires du pays sont désormais capables de rivaliser avec les centres médicaux internationaux, en adoptant des technologies avancées et des pratiques innovantes. Par cette réussite, le CHU d'Annaba réaffirme son rôle de pôle d'excellence médicale, offrant aux patients algériens des soins de qualité conforme aux standards mondiaux et contribuant au rayonnement de la médecine nationale sur la scène internationale.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :
Un bilan intense en 24 heures

R.C
Au cours des dernières 24 heures, les services de la Protection civile ont mené 2683 interventions, à l'échelle nationale soit en

moyenne une intervention toutes les 32 secondes. Parmi ces actions, les équipes ont été particulièrement sollicitées pour des accidents de la route, qui ont entraîné 125 blessés et 7 décès,

ainsi que pour des incidents liés au gaz, ayant nécessité la prise en charge de 37 personnes, sans aucun décès. Ces chiffres témoignent de l'engagement constant et de la

disponibilité des agents de la protection civile algérienne, toujours présents pour garantir la sécurité et apporter une assistance rapide aux citoyens en toutes circonstances.



ANNABA / PROTECTION CIVILE :
Accident de la RN 21 : Deux blessés enregistrés



Imen.B
Un accident de la circulation s'est produit, hier, sur la route nationale n°21, au niveau de la zone "Mejaz El Gassoul" relevant de la commune et daïra d'Aïn Berda. La protection civile a fait état de deux blessés. Selon la cellule de communication de la protection civile de la

wilaya d'Annab, l'intervention a eu lieu à 16h56, suite à un accident de la route impliquant un véhicule de tourisme ayant dévié de sa trajectoire avant de se renverser. L'accident a causé des blessures à deux personnes âgées de 30 et 35 ans, souffrant de traumatismes divers. Les victimes ont immédiatement reçu les premiers secours sur place par les équipes de la

protection civile, avant d'être évacuées vers l'hôpital d'Aïn Berda pour une prise en charge médicale approfondie. Les services compétents demeurent mobilisés pour assurer la sécurité routière et appellent les usagers de la route à la prudence, notamment au respect du code de la route et à l'adaptation de la vitesse aux conditions de circulation.

La Thaïlande et le Cambodge s'accordent sur un cessez-le-feu immédiat à la frontière

Le conflit entre les deux pays a fait au moins 47 morts et près d'un million de déplacés en trois semaines. Le texte prévoit que ces derniers puissent rentrer chez eux « dans les plus brefs délais, sans obstruction, et en toute sécurité ».

La Thaïlande et le Cambodge se sont accordés pour mettre fin aux hostilités dans leur conflit frontalier, à partir de samedi 27 décembre, à 6 heures (heure de Paris), selon une déclaration conjointe obtenue par l'Agence France-Presse (AFP) du côté cambodgien.

« Les deux parties conviennent d'un cessez-le-feu immédiat à compter de la signature de la présente déclaration conjointe, avec effet à 12 heures [locales], le 27 décembre 2025 », indique le document, signé par les ministres de la défense des deux voisins d'Asie du Sud-Est, qui s'opposent de longue date sur le tracé de leur frontière de 800 kilomètres, décidé pendant la période coloniale française.

Selon les derniers bilans officiels respectifs, 47 personnes ont été tuées au cours des trois dernières semaines : 26 du côté thaïlandais et 21 du côté cambodgien. En outre, près d'un million de personnes ont été déplacées au cours de cette même période, contraintes de dormir sous



des tentes ou dans la promiscuité des centres d'hébergement d'urgence depuis la reprise des combats, le 7 décembre.

« Les deux parties conviennent de permettre aux civils résidant dans les zones frontalières affectées de rentrer chez eux, dans les plus brefs délais, sans obstruction, et en toute sécurité et dignité », ajoute la déclaration conjointe.

Le texte évoque, par ailleurs, le gel des positions militaires, le déminage des zones frontalières, une coopération policière pour lutter contre la cybercriminalité et la libération par Bangkok de 18 soldats cambodgiens après soixante-douze heures de cessez-le-feu effectif.

43 morts lors des affrontements en

juillet

« Ce cessez-le-feu constitue une porte vers une solution pacifique », a commenté le ministre de la défense thaïlandais, Natthaphon Narkphanit, affirmant partager la « colère », la « douleur » et les « inquiétudes » de sa population.

Le conflit frontalier qui oppose le Cambodge et la Thaïlande depuis de nombreuses années a repris ce mois-ci, brisant une trêve antérieure. Les deux pays s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les nouveaux affrontements, qui se sont étendus à presque toutes les provinces frontalières. Chacun affirme avoir agi en état de légitime défense et accuse l'autre d'attaquer des civils.

Un premier épisode d'affrontements

en juillet avait fait 43 morts en cinq jours avant qu'une trêve ne soit conclue, grâce notamment à l'intervention de Donald Trump. Un accord de cessez-le-feu avait été signé dans un deuxième temps, le 26 octobre à Kuala Lumpur, en présence du président américain, mais il avait été suspendu quelques semaines plus tard par la Thaïlande après que plusieurs de ses soldats ont été blessés dans l'explosion d'une mine à la frontière.

Donald Trump a de nouveau tenté de jouer les médiateurs. Il a fait état d'une trêve le 12 décembre après avoir parlé au téléphone avec les dirigeants des deux pays en guerre, mais le gouvernement thaïlandais avait démenti et les hostilités ont continué.

Egalement poussés par la Chine à mettre fin au conflit, la Thaïlande et le Cambodge ont finalement accepté de discuter directement après une réunion de crise, lundi, des ministres des affaires étrangères de l'association des nations d'Asie du Sud-Est.

Plusieurs jours de pourparlers

Alors que des responsables des deux pays tenaient leur troisième jour de pourparlers à un poste frontière vendredi, le ministère de la défense cambodgien a accusé la

Thaïlande d'avoir mené un intense bombardement des zones frontalières contestées dans la province de Banteay Meanchey. Les médias thaïlandais ont rapporté, vendredi, que les forces cambodgiennes avaient lancé de violentes attaques pendant la nuit le long de la frontière dans la province de Sa Kaeo, où plusieurs maisons ont été endommagées par des tirs d'artillerie.

La question de la démarcation de la frontière et de la souveraineté sur plusieurs temples anciens, dont celui de Preah Vihear, classé à l'Unesco, reste toutefois entière et interroge sur la pérennité du cessez-le-feu.

« Vous pouvez faire confiance à la Thaïlande. Nous respectons toujours nos accords et nos engagements. Que cette signature soit la dernière, afin que la paix soit rétablie et que notre peuple puisse rentrer chez lui », a déclaré, vendredi, le premier ministre thaïlandais, Anutin Charnvirakul.

Plus tôt vendredi, le premier ministre cambodgien, Hun Manet, avait déclaré sur Facebook avoir parlé au téléphone avec le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, et que les deux hommes avaient discuté des « moyens de garantir un cessez-le-feu le long de la frontière ».

Jean-Luc Mélenchon, avec la « nouvelle France », s'empare du terrain de l'identité pour contrer l'extrême droite

En vue de la présidentielle de 2027, le probable candidat de LFI tisse un récit national en miroir. Si celui-ci est plus audible dans une gauche qui a déserté la question, il interroge sur son potentiel de fracturation.

Dimanche 18 novembre 2018, Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Dix-huit mois après l'élection d'Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, qui a raté la marche du second tour à « 600 000 voix près », participe aux premières « rencontres nationales des quartiers populaires ».

Aux acteurs de ces quartiers, il proclame : « Je n'ai pas peur, je n'ai pas honte de le dire : ce que vous voyez là, c'est la nouvelle France. » Ce jour-là, le leader de La France insoumise (LFI) vient d'entendre un nouveau concept politique.

Depuis, le slogan a pris de l'ampleur dans le logiciel idéologique « insoumis ». En 2024, la campagne des européennes, marquée par la dénonciation de la guerre à Gaza par la juriste franco-palestinienne Rima Hassan, se clôt sur ce thème. « Cette nouvelle

France, c'est nous, les bigarrés, les mélangés qui refusons absolument le venin qui leur permet de rester au pouvoir – la division du peuple par le racisme », carillonne Jean-Luc Mélenchon, en meeting à Lyon, le 6 juin. Au soir du vote, il précise une géographie, celle des « grands ensembles urbains ».

Cette « nouvelle France », le leader « insoumis » compte en faire une arme dans la bataille contre l'extrême droite lors de l'élection présidentielle de 2027. « Il y a deux visions, celle de la droite et de l'extrême droite, qui conduit



droit dans des affrontements ; face à cela, nous offrons une vision optimiste, positive de l'histoire

en disant qu'il y a un débouché pacifique », assume l'eurodéputé LFI Younous

En Côte d'Ivoire, l'opposition divisée joue sa survie aux élections législatives

Fragilisées par une campagne de répression et par des dissensions internes, ces formations politiques espèrent empêcher le parti du président Alassane Ouattara d'obtenir la majorité absolue au Parlement ce samedi 27 décembre, selon le monde fr.

Ce samedi 27 décembre, les Ivoiriens votent pour leurs députés, deux mois après avoir réélu le chef de l'Etat sortant, Alassane Ouattara, pour un quatrième mandat face à une opposition privée de ses poids lourds.

L'Assemblée nationale renouvelle



255 sièges dont l'opposition, affaiblie et divisée, espère parvenir à en remporter un

nombre conséquent. Et ce, afin d'assurer sa survie tant politique que financière, et de peser dans

un Hémicycle dominé par le parti au pouvoir, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix, avec 165 députés, suivi par les groupes parlementaires Parti démocratique de Côte d'Ivoire (64 députés) et le Parti des peuples africains (18 députés).

La tâche s'annonce ardue tant le parti d'Alassane Ouattara ambitionne de régner sur la vie politique du pays. « L'objectif est la majorité absolue, annonce le ministre de la Jeunesse, Mamadou Touré, également porte-parole adjoint du parti au pouvoir. Nous voulons garder les mêmes sièges et

en conquérir de nouveaux. »

Le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix présente des candidats dans chacune des circonscriptions, parmi lesquels figurent de nombreux poids lourds. Le premier ministre, Robert Beugré Mambé, le président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo, et le ministre de la défense – par ailleurs frère cadet du chef de l'Etat –, Téné Birahima Ouattara, se présentent ainsi dans trois communes abidjanaises, respectivement Songon, Yopougon et Abobo.

Deux Français tués dans le crash de l'avion qui transportait le chef d'état-major libyen en Turquie

Outre le chef d'état-major de l'armée de Tripoli, le général Mohammed Ali Al-Haddad, quatre de ses conseillers et trois membres d'équipage se trouvaient à bord de l'appareil, un Falcon 50. La boîte noire a été retrouvée, selon les autorités turques qui ont fait état d'une panne électrique à bord de l'avion, selon le monde fr.

Deux Français faisaient partie des membres d'équipage de l'avion qui s'est écrasé mardi soir près d'Ankara, tuant tous ses passagers, dont le chef d'état-major des armées libyennes et ses conseillers, a-t-on appris de source diplomatique française vendredi 26 décembre.

« Deux de nos ressortissants, membres de l'équipage, sont décédés dans l'accident aérien survenu le 23 décembre en Turquie », a affirmé cette source à l'Agence France-Presse, sans préciser l'identité de ces ressortissants. « Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, par le biais de notre ambassade en Turquie et le centre de crise et de soutien, est en contact avec les familles et les accompagne dans leurs démarches », a-t-elle ajouté

sans autre détail.

Outre le chef d'état-major de l'armée de Tripoli, le général Mohammed Ali Al-Haddad, quatre de ses conseillers et trois membres d'équipage se trouvaient à bord de l'appareil, un Falcon 50, qui s'est écrasé moins de quarante minutes après son décollage.

La boîte noire a été retrouvée, selon les autorités turques qui ont fait état d'une panne électrique à bord de l'avion et ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident. Selon le ministre des transports turc, Abdulkadir Uraloglu, la boîte noire sera analysée dans un « pays neutre ». Les résultats de l'analyse seront partagés « avec notre nation et le monde entier avec une totale transparence », a-t-il assuré.

Le ministre de la justice turc, Yilmaz Tunç, a précisé depuis que « contact a été pris avec l'Allemagne à cet effet » d'analyse, ainsi que pour l'examen des enregistreurs vocaux de l'appareil. « Les investigations techniques et les enquêtes médico-légales sur la cause de la panne se poursuivent avec la plus grande minutie », a-t-il assuré.

Trois enquêteurs français sur place

L'avion, un Falcon 50, avait été affrété auprès de la compagnie privée Harmony Jets, basée à Malte selon son site qui précise que la maintenance de ses appareils est effectuée à Lyon, en France.

Contactée par l'AFP, Harmony Jets a refusé de préciser la nationalité du pilote et de l'équipage. « Cette tragédie ne nous a pas seulement privés de personnes qui étaient nos collègues mais aussi comme des membres de notre famille », a répondu son service communication par courriel, arguant de sa « peine très vive » pour décliner tout détail. « Nous ne sommes pas en mesure de préciser les identités ni autre détail à ce stade », ajoutait-il, affirmant faire « toute confiance aux autorités compétentes et coopérer pleinement avec elles ».

Selon Airport Haber, un site d'information turc spécialisé dans les affaires aéronautiques, outre les Français – pilotes et copilotes selon cette source qui donne les noms –, l'équipage comptait aussi une hôtesse de nationalité grecque dont un



journal grec a diffusé les photos, précisant que la jeune femme avait rejoint la compagnie depuis deux mois.

En France, le Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA) « participe à l'enquête ouverte par la Turquie », a-t-il affirmé sur X vendredi, précisant que trois de ses enquêteurs « se rendent sur place accompagnés de conseillers techniques », comme il est d'usage en cas d'accident survenu à l'étranger à un aéronef de construction ou de conception française.

Le chef d'état-major libyen s'était rendu mardi à Ankara pour une visite officielle à l'invitation de son homologue

turc. Il a aussi été reçu mardi par le ministre de la défense et le chef d'état-major turcs, à l'occasion d'une des fréquentes visites que se rendent les responsables des deux pays.

La Turquie est un allié de poids du gouvernement de Tripoli, reconnu par l'ONU, au côté duquel elle est engagée y compris militairement depuis janvier 2020, lui fournissant notamment des drones de combat et des instructeurs militaires mais également un soutien économique. La Libye, où deux exécutifs se disputent le pouvoir, peine à retrouver la stabilité depuis le renversement de Mouammar Kadhafi en 2011.

Au Liban, le gouvernement adopte un projet de loi pour sortir le pays de l'impasse financière

Le texte, qui doit être transmis au Parlement, protège les épargnants détenant moins de 100 000 dollars à la banque. Son adoption était une exigence de la communauté internationale. Plus de six ans après l'effondrement financier au Liban, le pays s'engage sur la voie d'un rétablissement. Vendredi 26 décembre, le gouvernement a adopté un projet de loi fixant le cadre de la répartition des pertes, entre Etat, déposants et banques. L'objectif est de sortir le Liban de



l'impasse financière, en protégeant les petits épargnants et en relançant le secteur bancaire.

Cette réforme, qui devra être votée par le Parlement, est l'une des exigences du Fonds monétaire international (FMI) pour débloquer des fonds pour le Liban, en quasi-faillite. Elle a été combattue par les banques : depuis l'éclatement de la crise, en 2019, elles ont cherché à se défaire de leur responsabilité. Le plan du gouvernement concerne les déposants en dollars, une devise couramment utilisée au Liban. Les

clients des banques qui avaient jusqu'à 100 000 dollars (85 000 euros) sur leur compte au début de l'apocalypse financière – ils constituent 85 % des épargnants, selon le premier ministre Nawaf Salam – pourront accéder à l'intégralité de leurs dépôts sur une période s'étalant sur quatre ans. Depuis 2019, les fonds ont été bloqués par les banques et rendus disponibles au compte-gouttes, selon des directives de la Banque centrale.

Entre Ethiopie et Soudan, le fragile équilibre de la paix

Les faits « Guerre au Soudan : l'onde de choc régionale » (7/8). Barrage sur le Nil, conflit frontalier, ingérence auprès des groupes dissidents... En principe, tout oppose Port-Soudan, l'actuel siège du gouvernement, et Addis-Abeba. Pourtant, les deux pays optent pour une politique de bon voisinage, ayant trop à

perdre d'un affrontement, selon le monde fr.

Eviter à tout prix l'escalade avec son homologue soudanais, Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, telle est la ligne de conduite du premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, depuis le début de la guerre au Soudan, en avril 2023. « Nous ne réglerons pas nos différends

frontaliers par la violence, avait-il martelé devant le Parlement, en juillet 2024. L'Ethiopie n'a pas l'intention de profiter des malheurs du Soudan. » Un an et demi plus tard, Addis-Abeba maintient cette posture de prudence.

Pourtant, si Abiy Ahmed avait dû le rappeler aux députés, c'est que tous les ingrédients d'un conflit

entre ces deux géants d'Afrique de l'Est sont réunis. Derrière une neutralité de façade, les contentieux s'accumulent.

Depuis l'indépendance soudanaise en 1956, ils se concentrent sur la frontière, notamment autour du triangle d'Al-Fashaga, en raison d'une démarcation floue. En 2020, profitant de la guerre du Tigré,

l'armée soudanaise a repris le contrôle de ces plaines fertiles en sésame et en sorgho. Elle s'est ensuite empressée de militariser le territoire de 250 km2, faisant craindre l'escalade. Malgré l'embrasement soudanais trois ans plus tard, les tensions autour d'Al-Fashaga restent pour l'heure contenues.

CAN-2025 :
Les «Verts» entre confiance et vigilance avant
le Burkina Faso

Forte de son succès inaugural mercredi face au Soudan (3-0), la sélection nationale de football a rapidement tourné la page pour se projeter sur son deuxième match de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025), dimanche face au Burkina Faso (18h30), pour le compte du groupe E.

Malgré l'ampleur du score lors de la première sortie, les joueurs du coach national Vladimir Petkovic, affichent un discours mesuré et gardent les pieds sur terre, conscients que le plus dur reste à venir.

Au sein du groupe, le mot d'ordre est clair: ne pas s'enflammer. Les joueurs ont déjà mis aux oubliettes le match face au Soudan pour se concentrer pleinement sur le choc à venir contre les «Etalons» du sélectionneur Brama Traoré, vainqueurs de leur côté de la Guinée équatoriale (2-1).

Un adversaire d'un tout autre calibre, réputé pour sa solidité, son impact physique et son expérience des grands rendez-vous continentaux.



Capitaine et leader du vestiaire, Riyad Mahrez a résumé l'état d'esprit qui anime les Verts à l'approche de cette affiche déterminante: «Un autre match arrive face au Burkina Faso, nous devons hausser notre niveau de jeu pour espérer gagner», a-t-il déclaré lors

de la conférence de presse, à l'issue du match face au Soudan, appelant à davantage d'exigence et de concentration.

Un enjeu de taille

Sur le plan des confrontations directes, l'Algérie devra également composer avec un récent passé peu favorable face aux Burkinabès.

Les «Verts» restent en effet sans victoire lors de leurs trois dernières oppositions contre les «Etalons», une série qui rappelle la difficulté de ce rendez-vous.

La dernière confrontation remonte à la précédente CAN-2024 disputée en Côte d'Ivoire, où les deux sélections s'étaient

quittées sur un match nul (2-2) au stade de la Paix à Bouaké, illustrant une nouvelle fois l'équilibre et l'intensité de ce duel.

Ce duel entre deux équipes victorieuses lors de la première journée pourrait déjà peser lourd dans la course à la première place du groupe.

Pour l'Algérie, l'enjeu est double: confirmer les bonnes intentions affichées lors de l'entrée en lice et franchir un premier test de taille face à une sélection burkinabè redoutable.

A ce stade de la compétition, les Verts savent que seule une performance aboutie leur permettra de poursuivre leur marche en avant avec ambition et sérénité.

Dans l'autre match du groupe E, la Guinée équatoriale et le Soudan, battus d'entrée, s'affrontent avec l'objectif commun, de relancer leurs chances de qualification.

Pour rappel, les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les quatre meilleurs troisièmes, se qualifient pour les huitièmes de finale.

CAN-2025 :
Mahrez, un pas de plus dans la légende

Le large succès de l'équipe nationale de football, mercredi face au Soudan (3-0), pour son entrée en lice en Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, a porté l'empreinte du capitaine Riyad Mahrez, auteur d'un doublé et logiquement désigné homme du match.

Le sociétaire d'Al-Ahli Djeddah (Arabie saoudite) n'a pas seulement guidé son équipe vers la victoire, mais il a surtout gravé son nom un peu plus dans l'histoire du football algérien.

Avant le coup d'envoi du tournoi, Mahrez partageait le statut de meilleur buteur algérien en phases finales de la CAN avec le légendaire N.10, Lakhdar Belloumi, avec six buts chacun.

Grâce à ses deux buts face au Soudan, Mahrez porte désormais son compteur à huit réalisations et s'installe seul en tête de ce classement historique.

Cette performance illustre



la constance remarquable de Mahrez sur la scène africaine durant la CAN : un but en

2015, deux en 2017, trois en 2019 et déjà deux en 2025.

Le meilleur joueur de Premier

League anglaise en 2016 rejoint ainsi l'ancienne vedette des «Verts», Rabah Madjer, en

marquant lors de quatre phases finales différentes, confirmant son importance capitale au sein du «Club Algérie».

Malgré cette distinction individuelle, le capitaine algérien a tenu à souligner la dimension collective de la victoire. «Je suis heureux d'avoir pris les trois points, nous avons vraiment besoin de ce succès, surtout que cela faisait un moment que nous n'avions pas gagné à la CAN. C'est très important sur le plan moral», a-t-il déclaré à l'issue de la rencontre.

Relativisant son trophée d'homme du match, Mahrez a ajouté : «La récompense individuelle est secondaire. L'important, c'est la victoire et l'intérêt de l'équipe nationale qui passe en premier.»

Une prestation «taille patron», un record historique et un message clair : Riyad Mahrez reste le symbole des ambitions algériennes dans cette CAN-2025.

CAN-2025 :
Maroc 1 – 1 Mali :
Les Lions de l'Atlas calent face aux Aigles



Le Maroc était aux prises avec le Mali pour le compte de la 2e journée de la CAN 2025. Score final, 1-1.

Le Maroc affrontait le Mali, vendredi soir, à l'occasion de la deuxième journée de la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Ce choc du groupe B a tourné à l'avantage d'aucune des deux nations qui vont devoir chercher leur qualification lors de la troisième journée.

Brahim Diaz et le Maroc font craquer le Mali

C'était le grand choc du groupe A et il a tenu toutes ses promesses. Victorieux lors de la première sortie face aux Comores (2-0), le Maroc se devait d'enchaîner pour valider sa qualification dès ce soir. De son côté, le Mali, accroché par la Zambie lors

de la première journée (1-1) devait impérativement gagner pour garder intactes ses chances de passer au prochain tour. Si les deux équipes étaient en mission, c'est bien le Maroc qui se montrait plus tranchant dans le match. Mais les Lions de l'Atlas avaient également eu du fil à retordre face aux Aigles, notamment en première mi-temps. Et pourtant, c'est le Mali qui lançait les hostilités avec une frappe de Lassana Coulibaly qui s'envolait au-dessus des cages de Yassine Bounou (2e).

Les Lions de l'Atlas répondaient avec un très remuant Brahim Diaz qui voyait sa frappe repoussée par Djigui Diarra dans les pieds d'Ismael Saibari qui ne parvenait à bien redresser le ballon (17e). Le Maroc mettait le pied sur l'accélérateur, mais

manquait de justesse face aux Maliens qui préféraient, eux, évoluer en contre-attaque. Mais comme face aux Comores, Brahim Diaz allait provoquer un penalty pour les Marocains en forçant Nathan Gassama à toucher le ballon de la main dans sa surface. Et cette fois-ci, le joueur du Real Madrid exécutait la sentence lui-même en prenant Diarra à contre-pied pour débloquer le compteur pour les Lions de l'Atlas (1-0, 45e+5). Le Maroc est devant à la pause.

Les Aigles rattrapent leur retard et accrochent les Lions de l'Atlas

La seconde période débutait avec des Marocains encore plus incisifs devant la surface malienne. Ayoub El Kaabi manquait déjà le break de peu en voyant le ballon lui échapper

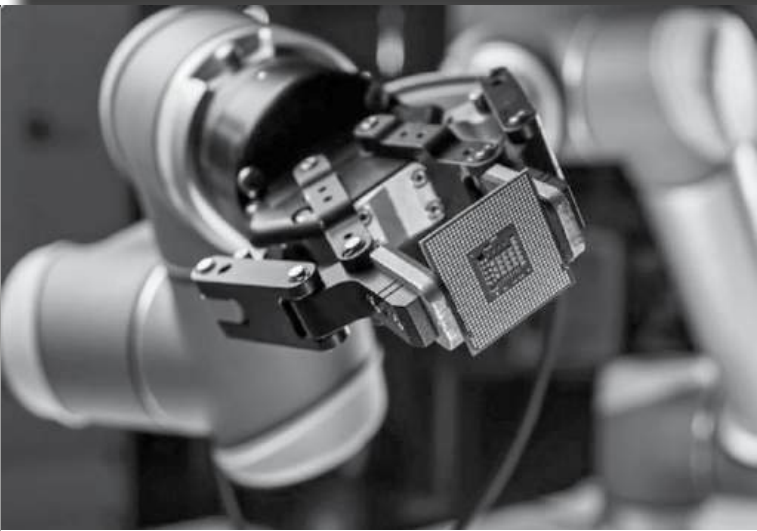
alors qu'il était en position idéale pour mettre un coup de tête dans les buts. Le Mali ne se laissait pas impressionner et amorçait également des attaques sur le camp marocain. Ce qui portait ses fruits puisque Lassine Sinayoko allait obtenir aussi un penalty en obligeant Jawad El Yamiq à faire faute sur lui dans la surface. L'attaquant de l'AJ Auxerre se rendait justice en trompant Bono qui avait pourtant plongé du bon côté (1-1, 64e). Tout ce qu'il fallait pour emballer cette deuxième partie dans laquelle les esprits se chauffaient déjà entre les deux équipes. Servi dans le tempo, Youssef En-Nesyri se retrouvait face à Djigui Diarra qui détournait sa frappe en corner (78e). Walid Regragui lançait ses dernières cartouches dans

les derniers instants avec les entrées de Soufiane Rahimi, Eliesse Ben Seguir et Abdessamad Ezzalzouli. Les deux nations se rendaient coup pour coup dans ces dernières minutes, mais avaient toutes du mal à retrouver la faille. Les 10 minutes de temps additionnel données par l'arbitre enflammaient davantage le Stade Prince Moulay Abdellah. Mais elles ne suffisaient pas à faire basculer le match d'un côté comme de l'autre jusqu'au coup de sifflet final. Le Maroc (1er, 4 pts) et le Mali (2e, 2 pts) se quittent donc dos à dos et joueront leur qualification lors de la prochaine journée. Les Lions de l'Atlas défieront la Zambie, lundi à 20h pendant que les Aigles seront face aux Comores à la même heure.





MediaTek, Apple et Qualcomm... Un lancement record de puces 2nm prévu



La course à la puissance brute s'offre un final haletant. Apple, Qualcomm et MediaTek s'appêtent à franchir la ligne d'arrivée du 2 nanomètres main dans la main, promettant une année 2026 explosive pour nos poches.

L'ère de la finesse extrême frappe à la porte. Après avoir longtemps régné sur nos terminaux, la gravure en 3

nanomètres s'appête à céder sa couronne. Si les promesses de gains de performances et d'efficiency du « 2 nanomètres » font saliver les passionnés, c'est surtout l'embouteillage au portillon qui surprend. Fini le cavalier seul d'Apple : cette fois, les géants du silicium ont décidé de se marcher sur les pieds en dégainant leurs armes simultanément.

Quand Apple doit partager son

jouet favori
Habitée à truster les capacités de production de TSMC comme un enfant gâté, la firme de Cupertino change (un peu) de stratégie. Certes, Apple a verrouillé une grosse part du gâteau pour ses futurs iPhone 18 et iPhone 18 Fold, s'assurant que les puces A20 sortent des usines taïwanaises en priorité. Mais cette exclusivité s'effrite. La pression monte, et pour la première fois, la concurrence n'attend pas sagement son tour dans le couloir.

Qualcomm et MediaTek, lassés de jouer les seconds rôles, bousculent le calendrier. Le créateur des Snapdragon prépare une riposte cinglante avec ses futures plateformes mobiles, tandis que le challenger taïwanais MediaTek sort les griffes. Ce dernier a déjà finalisé le design de sa puce Dimensity nouvelle génération dès septembre 2025. Une audace qui paie : fin 2026, tout ce beau monde se retrouvera sur les étals. Pour l'utilisateur, c'est

la promesse de voir les terminaux Android tenir la dragée haute à la Pomme dès leur sortie, sans ce pénible décalage technologique habituel.

L'architecture qui change la donne

Oubliez ce que vous saviez sur les transistors classiques. Le passage au 2nm signe l'avènement du « Gate-All-Around », une technologie qui empile les composants à la verticale plutôt que de les étaler. Imaginez un gratte-ciel remplaçant une maison de plain-pied : on y loge plus de monde, l'énergie circule mieux, et la surchauffe devient un lointain souvenir. C'est technique, certes, mais le résultat sera palpable dès que vous lancerez un jeu gourmand ou une application d'intelligence artificielle.

Car c'est bien l'IA qui tire les ficelles en coulisses. Ces nouvelles puces ne servent pas juste à afficher de jolis pixels, elles sont taillées pour avaler les calculs complexes de nos assistants vir-

tuels devenus trop bavards. Apple pousse le vice jusqu'à repenser l'assemblage même de ses composants pour accélérer les échanges de données, tandis que MediaTek optimise ses moteurs graphiques pour ne pas être en reste.

Mais attention à la douche froide : cette débauche de technologie a un coût. Si la bataille promet d'être belle, elle restera un luxe. Les smartphones d'entrée de gamme regarderont ce spectacle de loin, cantonnés aux technologies d'hier. Le 2nm est un club VIP, et le ticket d'entrée risque de faire grimper la facture de nos futurs téléphones, et difficile d'imaginer les constructeurs absorber les coûts alors que d'autres composants comme la mémoire subissent aussi une hausse des prix sans précédent. La performance a un prix, et en 2026, il faudra probablement casser sa tirelire pour goûter au futur.

Fin le gaspillage ? Ce nouveau frigo vous dit exactement quoi cuisiner avec vos restes

Et si, grâce à l'IA, votre frigo vous donnait des conseils pratiques pour savoir quels plats préparer, quels ingrédients acheter et à quel moment les aliments risquent de se détériorer ?

Il y a quelques semaines, Samsung intégrait de nouvelles fonctionnalités à sa gamme de frigos connectés... introduisant au passage des publicités. Au CES 2026 de Las Vegas, le géant coréen va faire la démonstration des nouvelles capacités acquises par la technologie AI Vision de sa gamme Bespoke Refrigerator, via des fonctionnalités développées directement avec un certain Google Gemini. Vers des frigos toujours plus intelligents chez Samsung Samsung va en effet dévoiler une toute nouvelle génération de réfrigérateurs Bespoke AI Refrigerator Family Hub, intégrant une version toujours plus aboutie de son système AI Vision. Ces fonctionnalités s'appuient désormais sur Google Gemini, soit une première mondiale pour une intégration de ce type au sein d'un réfrigérateur connecté. Jusqu'à présent, l'AI Vision de



Samsung était capable de reconnaître localement jusqu'à 37 types d'aliments frais et environ 50 produits transformés préenregistrés. La nouvelle version, qui sera présentée à Las Vegas, entend déjà dépasser ces limites en élargissant considérablement le spectre des aliments identifiables, afin d'offrir une expérience plus complète et surtout plus souple au quotidien.

Samsung, qu'est-ce qui reste dans le frigo ?

Mais ce n'est pas tout, puisque Samsung prévoit également que le réfrigérateur puisse reconnaître des aliments transformés, sans

inscription préalable, en enregistrant automatiquement leur nom. Gemini va s'appuyer sur une petite caméra intégrée à l'intérieur du réfrigérateur pour identifier les différents types d'aliments, mais aussi évaluer les quantités disponibles. Grâce à cette analyse visuelle, l'IA sera en mesure de proposer des recommandations de recettes adaptées aux ingrédients présents, limitant ainsi les oublis et le gaspillage. L'utilisateur pourra notamment savoir rapidement quels plats préparer sans avoir à vérifier manuellement le contenu de son réfrigérateur.

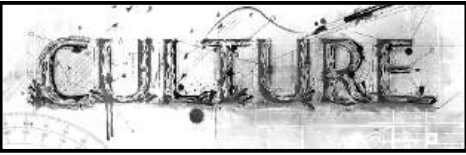


Le système pourra également reconnaître les aliments stockés dans des contenants personnels, ou encore suggérer des listes de courses, en indiquant les produits manquants, et même ceux à renouveler prochainement, afin de simplifier l'organisation des repas et anticiper les besoins du quotidien.

« Grâce à une identification plus fine et plus fiable des ingrédients, la gestion des stocks devient plus claire et plus intuitive. Samsung profitera du CES pour démontrer ces nouvelles capacités et les usages inédits de son AI Vision, esquissant la vision d'une cuisine

véritablement intelligente, personnalisée et pilotée par l'IA », indique la marque coréenne.

Le géant coréen profitera également du CES pour faire la démonstration de sa nouvelle cave à vin Bespoke AI Wine Cellar, dotée elle aussi du système AI Vision reposant sur Google Gemini. Vous l'aurez deviné, la cave saura reconnaître les étiquettes, suivre les bouteilles, identifier leur emplacement précis et mettre automatiquement à jour le gestionnaire SmartThings dédié.



La création «Bibliomania» du Théâtre Régional d'Annaba fait son entrée en compétition

Sara Boueche

Mercredi soir à Alger, le Théâtre Régional d'Annaba a dévoilé sa pièce «Bibliomania» (Bibliomanie) lors du 18ème Festival National du Théâtre Professionnel. Cette œuvre captivante, d'une pertinence frappante, dépeint les périls d'une immersion excessive dans la lecture, soulignant comment une passion démesurée pour les ouvrages peut conduire à un isolement profond et à une déconnexion du monde réel.

Sous la direction visionnaire de Fakhreddine Lounis, et tissée à partir des mots de Souad Khelfaoui avec une adaptation dramaturgique signée Hichem Bousehla, la pièce plonge le spectateur au cœur de destins singuliers. Elle révèle comment une affection surabondante pour les imprimés peut basculer en une véritable frénésie, éloignant irrémédiablement les individus des interactions et de la substance de l'existence collective.

Dès les premières scènes, l'antagonisme latent entre les protagonistes a été incarné avec brio par Mouna Bensoltane (Asmaa), Amina Bouyoune (Lina), Hadjer Kermit (Amina) et Ahmed Sofiane Hamissi (Salim).



Leurs échanges vifs ont gravité autour de Sofia, interprétée avec une intensité remarquable par Fariza Chemakh, dont le lien quasi fusionnel avec les volumes la pousse à s'isoler pendant des journées entières, absorbée par des séances de lecture sans fin.

Envoûtée et aspirée par les récits qu'elle dévore, Sofia développe, sans en avoir conscience, des attachements profonds envers les êtres de papier, se dérobant par là même à la richesse du monde extérieur qui pourrait lui apporter une existence plus sereine et une intégration harmonieuse au sein du tissu social.

La scénographie, imaginée par Fakhreddine Lounis, a érigé un «repaire spatial» exigü, métaphore visuelle de l'incarcération mentale. Le décor, épuré mais éloquent, évoquait des montagnes de livres et des feuillets épars sur le plancher, un chaos visuel saisissant, reflet manifeste d'un retrait social et d'une existence de plus en plus déstructurée.

L'atmosphère oppressante, sculptée par un jeu de lumières tamisées et par l'ambiance sonore signée Soufi Abdelkader laquelle intègre une réinterprétation magistrale de l'emblématique



«Ya el warka» du Cheikh El Hachemi Guerrouabi (1938-2006) a magnifié la portée thématique de la pièce. Elle a intensifié le climat d'angoisse, d'indécision et d'inquiétude qui découle inexorablement d'une vénération excessive des écrits.

Les interprètes, avec une maîtrise admirable, ont donné corps à la richesse du livret, investissant chaque recoin de la scène par des dialogues incisifs et une présence dynamique. Cette approche délibérée du metteur en scène visait à lancer un avertissement retentissant contre toute forme d'excès, y compris

celui que peut engendrer le monde apparemment inoffensif des livres et de la lecture.

Cette 18ème édition du FNTF, placée sous l'égide du comédien, dramaturge et metteur en scène Abdellah Hamlaoui et portant la devise «Le théâtre réduit les distances», se tiendra jusqu'au 1er janvier 2026. Son agenda foisonnant comprendra 18 œuvres en lice pour les prix, 8 présentations hors-compétition, sans oublier des symposiums, des ateliers de perfectionnement et des animations artistiques de rue.

Le salon de l'artisanat saharien Une symphonie de talents à Tamanrasset

Sara Boueche

Tamanrasset a vibré jeudi soir au rythme de l'art et de la tradition avec le coup d'envoi de la 23ème édition du grand Salon national de l'artisanat saharien. Plus de soixante-dix créateurs, venus de vingt-cinq provinces, ont convergé pour célébrer la richesse des savoir-faire ancestraux.

Inaugurée en grande pompe par les dignitaires locaux et abritée par la Maison de l'Artisanat, cette manifestation est un véritable kaléidoscope de métiers. Elle dévoile une impressionnante palette de créations, allant de l'éclat des bijoux à la chaleur des poteries, en passant par la finesse du tissage, l'élégance de la maroquinerie, le charme des habits traditionnels, la majesté des tapisseries, et une multitude d'objets décoratifs et d'œuvres d'art.



Ce rendez-vous culturel, qui enchantera les visiteurs jusqu'au 31 décembre, ne se limite pas à une simple exposition. Son programme riche inclut également des ateliers et des discussions cruciales sur la valorisation de la marque et la qualité des produits artisanaux, ainsi que des sessions dédiées aux démarches douanières et bancaires, essentielles pour les artisans aspirant aux marchés

internationaux. C'est ce qu'a souligné Mohamed Manssouri, le directeur de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM).

Astucieusement organisé pour coïncider avec les congés d'hiver, ce salon invite la population locale à explorer ses allées foisonnantes. Il représente une plateforme vitale, un tremplin pour les artisans désireux de promouvoir et de



commercialiser leurs précieuses créations.

Ahmed Hamdaoui, figure du tourisme local, a chaleureusement accueilli l'initiative, la qualifiant d'aubaine pour les voyageurs de passage. C'est, selon lui, une occasion rêvée pour les touristes de dénicher des trésors d'art et d'artisanat, contribuant ainsi à l'effervescence et à l'attractivité

touristique de la région.

Dès les premières heures, les allées du salon ont été inondées d'enthousiastes. Les visiteurs ont unanimement salué l'excellence de l'organisation et la splendeur des œuvres exposées, témoignant avec éclat du génie créatif des artisans de Tamanrasset et magnifiant le patrimoine local.



Vers l'infini et au-delà - Goldorak, 50 ans d'inspiration

Peu d'importations culturelles ont franchi les frontières de manière aussi inattendue — et aussi puissante — que Goldorak, le robot géant japonais qui, il y a un demi-siècle, est devenu un héros de l'enfance à travers le monde arabe, et plus particulièrement en Arabie saoudite. Créé au Japon au milieu des années 1970 par le mangaka Go Nagai, Goldorak s'inscrivait dans la tradition des « mecha », ces récits de robots géants. Le genre, façonné par l'expérience japonaise de la Seconde Guerre mondiale, explorait les thèmes de l'invasion, de la résistance et de la perte à travers le prisme de la science-fiction. Si la série a rencontré un succès modéré au Japon, c'est à des milliers de kilomètres de là, au Moyen-Orient, que son véritable héritage s'est construit. L'anime « UFO Robot Goldorak » est arrivé à la télévision dans la région en 1979, doublé en arabe et diffusé pour la première fois au Liban, en pleine guerre



civile. L'histoire du courageux Actarus, prince exilé dont la planète a été détruite par des envahisseurs extraterrestres, a profondément résonné chez les enfants grandissant dans un contexte de conflits régionaux et d'occupation par Israël. Ses thèmes — la défense de la patrie, la résistance à l'agression et la protection des innocents —

El-Atrash dans le rôle d'Actarus, ont conféré à la série une gravité morale inégalée par les autres dessins animés de l'époque. Le générique de la série, interprété par Sami Clark, est devenu un hymne que le chanteur libanais a continué à interpréter lors de concerts et de festivals jusqu'à son décès en 2022. Au début des années 1980, Goldorak s'était répandu à travers le Moyen-Orient, inspirant des communautés de fans en Arabie saoudite, au Koweït, en Irak et au-delà. Pour beaucoup, il s'agissait non seulement d'un premier contact avec les anime japonais, mais aussi d'une source d'enseignements sur des valeurs telles que la justice et l'honneur. L'influence de Goldorak dans la région a été telle qu'il a fait l'objet de recherches universitaires, qui ont non seulement mis en lumière la manière dont le sort des personnages résonnait auprès du public du Moyen-Orient, mais ont aussi relié sa popularité aux souvenirs générationnels de l'exil, en particulier à la Nakba

palestinienne. Un demi-siècle plus tard, Goldorak demeure culturellement vivant et pertinent dans la région. En Arabie saoudite, qui avait pleinement adopté la version originale de la série, Manga Productions initie aujourd'hui une nouvelle génération de fans à une version modernisée du personnage, à travers un jeu vidéo, The Feast of The Wolves, disponible en arabe et en huit autres langues sur des plateformes telles que PlayStation, Xbox et Nintendo Switch, ainsi qu'une nouvelle série animée en langue arabe, « Goldorak U », diffusée l'an dernier. Cinquante ans après les débuts de la série, « Goldorak » est de retour — même si, pour toute une génération de fans de la série originale, dont les étagères regorgent encore de produits dérivés et de souvenirs, il n'est en réalité jamais vraiment parti.

Imani Smith, rendue célèbre par la comédie musicale « Le Roi Lion », tuée lors d'une agression

Imani Smith, qui avait joué le rôle de Nala dans la comédie musicale « Le Roi Lion » à Broadway entre 2011 et 2012, est morte des suites d'une agression à l'arme blanche qui pourrait avoir été commise par son compagnon. La comédienne Imani Smith est décédée après une agression à l'arme blanche ce dimanche à Edison dans le New Jersey (États-Unis). Une enquête a été diligentée et a conduit à l'inculpation de son petit ami pour meurtre, mise en danger d'un enfant et possession d'arme à des fins illégales. Il a été placé en détention au centre correctionnel pour adultes du comté de Middlesex (États-Unis).

rapporte Variety mercredi dernier. « Imani avait toute la vie devant elle, a témoigné la tante de la victime. C'était une personne pleine de vie, aimante et d'un talent exceptionnel. » L'actrice de 25 ans avait acquis une certaine notoriété en jouant à l'âge de onze ans le rôle de Nala dans la comédie musicale Le Roi Lion du 27 septembre 2011 au 23 septembre 2012. Une mère de famille L'agression mortelle a eu lieu aux alentours de 9 heures du matin. La police, appelée sur place pour une agression à l'arme blanche, a retrouvé la jeune comédienne blessée. Transportée d'urgence à l'hôpital universitaire Robert-Wood-Johnson, elle est



rapidement morte des suites de ses blessures. Imani Smith avait un fils de 3 ans. L'enquête, menée par la police d'Edison, a rapidement identifié le petit ami de la victime, âgé de 35 ans, comme un suspect. Ce dernier a été interpellé sans incident. Aucun autre détail sur le contexte entourant les violences n'a été communiqué dans un premier temps. La tante de la jeune femme a lancé une cagnotte en ligne afin de rassembler des fonds pour soutenir la famille. Les proches vont devoir « faire le deuil de leur fille tout en élevant son jeune fils et en soutenant leurs deux autres enfants pendant cette période traumatisante », peut-on lire dans le texte accompagnant la levée de fonds.

Adib Benazzi capture l'âme des rues jusqu'au 31 décembre à Alger

Du 5 au 31 décembre, Adib Benazzi présente son exposition photographique Street photo à travers l'Algérie et ailleurs. Un voyage visuel qui révèle les correspondances secrètes entre les villes et leurs habitants. L'exposition Street photo à travers l'Algérie et ailleurs d'Adib Benazzi s'installe à Alger. Jusqu'au 31 décembre. le

photographe propose un voyage visuel à travers les rues du monde. Des anonymes, des portes fermées, des regards croisés. Chaque cliché raconte une histoire. Ensemble, ils dessinent notre Histoire commune. De Timimoun à Mumbai : une géographie des émotions Le parcours d'Adib Benazzi traverse les continents. De Boukhara à La Havane, de Reykiavik à Béni Isguen, ses

images dialoguent. Les errances se répondent, les regards se cherchent. À Mumbai, Samarcande ou Cienfuegos, les mêmes espoirs transparaissent. Les mêmes craintes aussi. Un photographe entre plusieurs mondes Né entre plusieurs géographies, Adib Benazzi a grandi en Algérie, en France et en Mauritanie. Son parcours l'a ensuite mené à

New York, Dublin, Singapour et Londres. Ingénieur aéronautique de formation, il a travaillé dans les technologies financières. Mais la photographie de rue reste sa passion depuis quinze ans. Son objectif cherche à saisir l'instant. L'humain. L'invisible. Partout où il se trouve. L'exposition rassemble des photographies prises depuis

2010. Un regard attentif posé sur le monde et ses correspondances secrètes. Ce travail fait écho à son écriture littéraire. Adib Benazzi a publié deux romans : Marée basse (éditions Dalimen, 2022) et Au-dessus d'Alger, seulement les étoiles (éditions Barzakh, 2024). Un fil invisible relie ces images, ces lieux, ces vies. Il traverse les frontières, le temps et les cultures.



L'aliment parfait pour 17h

Il apaise les angoisses du soir et fait dormir plus vite

Pour améliorer son sommeil, la naturopathe recommande de manger cet aliment «sérénité» entre 17h et 18h, au moment où le corps amorce sa transition nocturne. Il favorise la relaxation.

Pour de nombreuses personnes, la tombée de la nuit, vers 17 heures en hiver, déclenche une montée d'anxiété. Lorsque la lumière décline, on peut se sentir plus vulnérable et céder à des pensées envahissantes et à une sensation d'oppression. Pour contrer ce phénomène, notre organisme a besoin de basculer doucement du mode «action» au mode «récupération». Cela nécessite un apport spécifique en nutriments capables de réguler le cortisol (l'hormone du stress) et de favoriser la production de sérotonine, le messager chimique de la sérénité indispensable pour

se préparer à un endormissement paisible.

S'il n'existe pas d'aliment miracle pouvant effacer le stress d'un coup de baguette magique, une synergie nutritionnelle peut aider à passer ce cap difficile de la fin de la journée, selon Audrey Vergès, naturopathe. Elle conseille un «combo sérénité» gagnant, conçu pour agir comme un véritable baume intérieur. Les bienfaits de cette association sont multiples : elle permet de stabiliser la glycémie pour éviter les décharges d'adrénaline, tout en apportant des minéraux essentiels qui détendent les fibres musculaires et apaisent le flux des pensées. En agissant directement sur la chimie de l'apaisement, ce duo aide à relâcher la pression accumulée durant la journée.

Ce combo se compose d'une petite poignée d'amandes (10 à 12 amandes) accompagnée



d'une infusion de mélisse. L'amande, riche en magnésium et en tryptophane, s'associe parfaitement aux propriétés sédatives et anxiolytiques de la mélisse pour calmer le système nerveux. Pour une efficacité optimale, il est recommandé de prendre cette collation entre 17h et 18h, au moment où le corps amorce sa transition nocturne.

Pour le dîner qui suit, la naturopathe suggère par

ailleurs de privilégier des aliments comme l'avocat ou les lentilles, qui prolongent cet état de relaxation grâce à leur richesse en vitamines B et en fibres, assurant ainsi une satiété douce et une stabilité nerveuse jusqu'au coucher. On peut aussi s'autoriser un carré de chocolat noir à 70% de cacao minimum pour son apport complémentaire en magnésium et sa capacité à stimuler les hormones du plaisir.

Pour que ces bienfaits ne soient pas réduits à néant, il est crucial d'éviter certaines erreurs fréquentes lors du dernier repas de la journée. La consommation de sucres raffinés ou de plats trop industriels provoque des excitations neuronales contraires au repos, tout comme l'excès de protéines animales qui peut stimuler la vigilance au lieu du calme. De même, l'alcool reste un faux ami qui, malgré un endormissement parfois plus rapide, fragmente le sommeil et favorise l'anxiété au réveil. Enfin, une alimentation trop lourde ou trop grasse forcera votre corps à un effort digestif intense, augmentant votre température corporelle au moment précis où elle devrait baisser pour vous laisser aller à un endormissement paisible.

Ne prenez jamais ce médicament avec du café, c'est une grave erreur

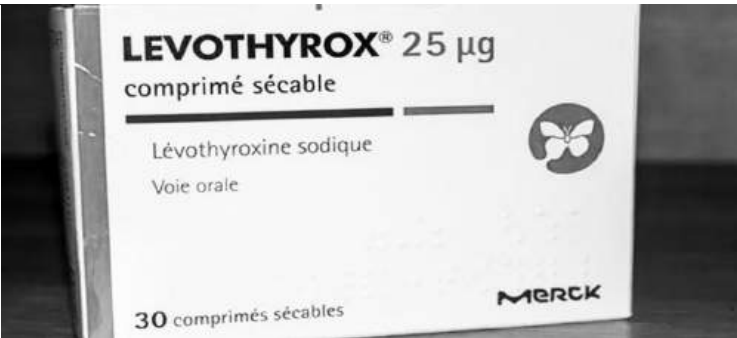
Le premier risque est celui de l'interaction médicamenteuse qui impacte l'efficacité du traitement.

Pour beaucoup d'entre nous, la journée ne commence vraiment qu'après la première gorgée de café. Ce rituel du matin est indispensable pour plusieurs raisons physiques et psychologiques : il dissipe le brouillard du sommeil, stimule cérébralement la dopamine et lance la motivation. Mais si le café est souvent salué pour ses vertus santé, notamment grâce à sa richesse en antioxydants, il ne fait pas bon ménage avec certains de nos médicaments.

La première interaction médicamenteuse à connaître concerne les probiotiques que l'on prend pour soigner

notre flore intestinale : «La boisson est chaude et va altérer l'absorption du complément au niveau intestinal donc le rendre inefficace» prévient Myriam Inaoui, docteure en pharmacie. Cette précaution est aussi valable pour la consommation de thé. Autre interaction classique à éviter absolument : café et comprimés de fer. Ici, ce sont les composants du café (notamment les tanins) qui «bloquent l'absorption du fer», comme le souligne l'experte, annulant ainsi les bienfaits de la cure contre une anémie.

La vigilance doit être encore plus accrue avec les traitements quotidiens. Le café augmentant la tension artérielle, «il y a une contre-indication avec les antihypertenseurs», poursuit



le Dr Inaoui. Les prendre ensemble peut entraîner plusieurs effets secondaires comme «palpitations, agitation et tremblements». Mais le médicament le plus critique est un traitement des troubles thyroïdiens : la L-thyroxine. Commercialisé sous le nom de Lévothyrox dans la prise en charge de l'hypothyroïdie ou après un cancer, il demande une attention particulière. Mélanger ce médicament au café peut réduire son absorption et donc son efficacité, exposant potentiellement le patient à une réapparition de ses symptômes comme la fatigue, la prise de poids ou les variations d'humeur. Faut-il pour autant bannir le café du matin ? Pas nécessairement. Tout est une question de timing

sachant que l'objectif est que le médicament ait le temps d'agir. Pour ne pas interférer avec le traitement thyroïdien, «il faut attendre au minimum 30 minutes» après la prise du cachet pour boire du café. La règle est plus stricte pour le fer, qui nécessite une pause plus longue : «deux heures minimum», informe la spécialiste.

Dans tous les cas, pensez

à regarder la notice de vos médicaments. Elle mentionne généralement la contre-indication avec des boissons comme le café. En cas de doute, ne pas hésiter à poser la question à un pharmacien. Pour rappel, il est conseillé de manière générale de ne pas dépasser trois à quatre tasses de café par jour.

Cette boisson épicée est le remède ultime contre les ballonnements

Un allié santé qui stimule l'acidité gastrique, soulage les ballonnements et améliore le confort digestif.

Entre les chocolats, les biscuits et les différents aliments de fêtes tous plus délicieux les uns que les autres, il est difficile de se sentir léger en sortant de table et les ballonnements sont fréquents. Mais une boisson chaude pourrait vous soulager : grâce à ses vertus digestives et

intestinales étonnantes, elle fait de plus en plus parler d'elle. Boire chaud a un effet apaisant immédiat sur la sphère digestive, ce qui peut aider à stimuler le métabolisme et le transit. Ensuite, le fait que cette boisson soit fermentée joue un rôle crucial dans le processus de digestion : les micro-organismes (levures et bactéries) transforment les sucres en acides qui peuvent aider à stimuler l'acidité de l'estomac

et à améliorer la digestion. Par ailleurs, cette boisson chaude est souvent préparée avec des épices qui sont elles-mêmes connues pour leurs propriétés digestives : les épices «chauffantes» utilisées (cannelle, clou de girofle, poivre et anis étoilé) sont réputées pour soutenir la digestion. Plusieurs études, dont l'une publiée dans le Journal of Traditional and Complementary Medicine, ont montré que la cannelle et le clou

de girofle agissent en synergie comme stimulants digestifs ultra efficaces pour soulager les ballonnements et les gaz.

«Incontournable en Angleterre, le cidre chaud (ou «mulled cider») a de plus en plus les faveurs du grand public en France. Moins alcoolisé que le vin chaud, c'est une alternative parfaite à l'arrivée des grands froids» argue Benoît Marinos, fondateur de la Cidrerie à Paris,

dans le livre «Le cidre c'est pas sorcier» (éd. Marabout). Cette boisson se compose donc souvent de cannelle, de clou de girofle, de poivre de Jamaïque, d'anis étoilé (badiane), parfois de muscade et de la cardamome. Le mélange peut aussi inclure des raisins secs, de l'écorce d'orange et des morceaux de pommes séchées.



On vous ignore ? Apprendre à s'affirmer avec justesse et intelligence

Sara Boueche

Beaucoup de gens sont physiquement présents, mais personne ne les écoute vraiment. Leurs idées sont ignorées, on les coupe tout le temps, et les regards glissent sur eux comme s'ils n'existaient pas. Ce problème, qu'on peut appeler «devenir invisible», n'est pas une fatalité. Il vient de la façon dont on se comporte avec les autres, de comment le groupe fonctionne et de nos compétences à communiquer.

Le fait de devenir invisible peut venir de différentes choses : le rôle qu'on vous a toujours donné dans votre famille, comme «le timide» ou «celui qui ne parle pas», les règles non dites au travail, les gens qui parlent trop fort, ou une façon de communiquer trop prudente qui fait que les autres ne savent pas où s'accrocher. Comprendre d'où vient le problème est la première étape. Cela permet d'agir sur ce que vous pouvez changer : votre attitude, votre manière de parler et l'environnement que vous créez autour de ce que vous dites.

Avoir une attitude physique et mentale visible

Votre corps parle autant que vos mots. Voici quelques règles faciles :

Tenez-vous de manière ouverte : Épaules détendues, le corps un peu penché en avant vers le groupe quand vous parlez.

Regardez une personne à la fois pendant une phrase courte : Cela crée des petits liens qui rendent votre présence plus forte.

Respirez avant de parler: Une



respiration calme donne de la force à votre voix et montre moins d'hésitations.

Ces gestes changent non seulement l'idée que les autres ont de vous, mais augmentent aussi votre propre assurance.

Parler de façon à ce que ça retienne l'attention

Pour être écouté, il faut que vos phrases soient faites pour être bien comprises :

Commencez par une phrase qui attire l'attention: Une idée simple, courte et claire « Ce qui me préoccupe, c'est... », « Il est important de savoir que... ».

Utilisez la règle des 3: Une idée principale, appuyée par deux exemples ou raisons courtes. Les choses courtes sont plus faciles à retenir.

Parlez d'une voix normale mais ferme ; ne criez pas et ne parlez pas trop bas, ce qui donne envie de ne pas vous écouter.

Faites aussi des signes pour la discussion: Finissez votre intervention par une question

ouverte qui invite à répondre « Qu'en pensez-vous ? », au lieu de juste vous taire.

Gérer les coupures et reprendre la parole

Les coupures peuvent arriver souvent ; savoir y répondre change la façon de parler :

Si on vous coupe, dites gentiment mais fermement : « J'aimerais finir ma phrase, s'il vous plaît je disais que... »

Redites vite ce que la personne a dit pour vous couper, puis reprenez votre idée : ça montre que vous avez compris et que vous reprenez le fil.

Si quelqu'un parle trop, demandez au groupe : « Donnons la parole à X, et revenons ensuite sur ce point. » Poser la question au groupe donne un peu de pouvoir pour calmer les choses.

Ces méthodes gardent votre respect et remettent de l'ordre dans la discussion sans être agressif.

Créer des liens avant de parler Pour être vu, il faut d'abord

que les autres vous considèrent comme quelqu'un de valable pour parler :

Avant une réunion, trouvez qui pourrait soutenir vos idées. Parlez-leur un peu avant, juste pour voir si votre message plaît. Utilisez des phrases qui montrent que vous êtes avec eux au début de votre intervention : « Comme tu le disais tout à l'heure, Y, je voudrais ajouter... » Ça relie ce que vous dites à la discussion générale.

Félicitez une idée des autres avant d'apporter la vôtre : écouter attentivement permet aux autres de vous écouter en retour.

Créer ces petits liens augmente les chances d'être entendu quand vous prenez la parole.

Travailler sa voix et ses gestes

Un petit entraînement quotidien de cinq minutes améliore beaucoup votre présence :

Debout, respirez profondément trois fois.

Dites une phrase courte ,ex. : « J'aimerais parler de... » en parlant doucement et en faisant une pause d'une seconde après les mots importants.

Enregistrez-vous une fois par semaine et écoutez : notez ce qui est bien et ce qu'il faut changer. Répéter ces choses change les gestes pas naturels en habitudes normales.

Changer son approche selon la situation

Changez votre façon de faire selon le contexte :

En famille: Soyez vrai et parlez avec émotion ; les histoires personnelles qui touchent les autres marquent plus que les arguments compliqués.

Entre amis: Mettez sur l'humour et les choses courtes ; une anecdote bien racontée attire l'attention tout de suite.

Au travail: Organisez ce que vous dites (objectif, avantage, action) et appuyez-vous sur des faits ou des idées concrètes.

Savoir s'adapter évite les erreurs et rend plus crédible.

Quand le problème est plus grave que la simple communication : Chercher de l'aide

Si le fait de devenir invisible vient d'un rapport de force malsain, de harcèlement ou d'être mis à l'écart souvent, il est normal et intelligent de demander de l'aide : mentorat, aide d'un coach professionnel, médiation ou, si c'est grave, une action officielle. Vos efforts personnels sont utiles, mais ils ne doivent pas supporter seuls des problèmes de groupe nuisibles.

Pour conclure, ce n'est pas parce qu'on parle fort qu'on est écouté. Il s'agit de savoir combiner son attitude, sa façon de parler, les petites astuces de discussion et le savoir-faire relationnel. Le but n'est pas de faire semblant d'être quelqu'un d'autre, mais d'équiper votre présence pour que l'on reconnaisse l'importance de ce que vous apportez. La pratique, la compréhension des dynamiques et l'utilisation d'outils simples permettent, en quelques mois, de changer les choses : de passer de l'ombre à une place digne et respectée.

Le seul geste qu'une maquilleuse applique toujours pour un maquillage invisible après 55 ans

Le maquillage n'a pas besoin de devenir technique avec l'âge. Les seuls points de vigilance ? L'application et la tenue. Pour cela, une spécialiste a une astuce toute bête.

Avec le temps, le fond de teint marque davantage les ridules, s'accroche aux zones sèches et peut donner une impression de matière, même quand on en met que très peu. Lois Joy Johnson, maquilleuse professionnelle, a observé que le problème ne venait pas forcément du produit. Selon elle, c'est surtout la méthode d'application qui fait la différence.

Selon l'experte, les formules légères telles que les BB crèmes, soins teintés et autres fonds de teint fluides, font parfaitement l'affaire après 55 ans si elles sont appliquées au doigt ou au pinceau. L'idée est de concentrer le produit là où il répond vraiment à un besoin, la zone centrale du visage notamment, avant de l'étirer vers l'extérieur sans trop insister. Ce geste permet de garder le volume naturel du visage et d'éviter les superpositions inutiles. Lois Joy Johnson recommande aussi de laisser les soins de la peau pénétrer complètement, de laisser le maquillage reposer une minute, puis de vérifier le

résultat sous plusieurs éclairages. Ces petites étapes réduisent nettement les traces, les amas et les démarcations qui apparaissent au fil des heures. C'est ensuite que son astuce devient utile. Elle intervient une fois que l'ensemble du maquillage a été appliqué. En effet, elle explique que de nombreuses imperfections deviennent visibles lorsqu'il y a un excédent de matière, surtout autour du nez, du menton ou des ridules. Plutôt que d'ajouter du produit ou de recommencer, elle conseille de tapoter le visage avec une éponge sèche, passée doucement sur les zones clés.



Cette astuce élimine tous les surplus, adoucit le fond de teint et apporte un fini plus frais, plus fin, plus vivant — exactement ce que recherchent les femmes qui veulent un maquillage naturel. L'éponge ne sert plus à poser le produit, mais à ajuster ce qui a

déjà été appliqué au doigt ou au pinceau. C'est une autre logique, plus précise, permettant de garder une peau lisible et d'éviter que la matière ne se coince dans les reliefs du visage, notamment autour des plis d'expression. À tester.

Le concert annuel du Kennedy Center annulé après l'ajout du nom de Donald Trump à la salle

Le nouveau nom du Kennedy Trump Center est aussi contesté par une élue démocrate qui estime que la décision du président américain serait illégale selon une loi fédérale.

Le traditionnel concert de jazz de Noël, le 24 décembre au Kennedy Trump Center à Washington, a été annulé cette année. La décision a été prise par l'animateur vedette de la soirée, une semaine après que Donald Trump ait ajouté son nom au bâtiment. Le Trump-Kennedy Center : c'est le nom que porte la salle de concert

emblématique de Washington depuis vendredi dernier.

Le musicien Chuck Redd, qui organise ce concert gratuit tous les ans depuis 20 ans, refuse de jouer dans une salle portant le nom de Donald Trump. Un changement de nom pourtant validé par le conseil d'administration du Kennedy Center, présidé par Donald Trump.

Des projets à l'image de Donald Trump

Sauf que la décision serait illégale selon une loi fédérale, car à l'exception du nom de l'ancien président John Kennedy, aucun

autre ne peut être inscrit sur le bâtiment. C'est sur ce texte que s'appuie l'élue démocrate Joyce Beatty, qui porte plainte. Pour elle, il est inadmissible que Donald Trump contourne le Congrès pour satisfaire son ego.

Depuis le début de l'année, le président façonne la capitale américaine à son image. Après la construction d'une salle de bal à la Maison-Blanche, le prochain chantier est un grand arc de triomphe sur les rives de Washington. L'inauguration est prévue le 4 juillet pour le 250^e anniversaire des États-Unis.



Le réalisateur américain Jim Jarmusch va faire une demande pour obtenir la nationalité française

«Je voudrais avoir un autre endroit où je puisse m'évader des États-Unis», a-t-il expliqué vendredi sur France Inter.

Le réalisateur américain Jim Jarmusch va faire une demande pour obtenir la nationalité française, affirme-t-il vendredi 26 décembre sur France Inter. Il est en France à l'occasion de la promotion de son film Father Mother Sister Brother, qui



sortira dans les salles le 7 janvier, et a obtenu en septembre le Lion d'or à la 82^e Mostra de Venise. «Je vais effectivement faire une demande» pour obtenir la nationalité française, «c'est en cours», dit Jim Jarmusch. «Je voudrais avoir un autre endroit où je puisse m'évader des États-Unis», explique-t-il. «Et puis la France, Paris, la culture française sont très profondément en moi»,

affirme le réalisateur. «J'ai ça en moi : la poésie française, le surréalisme, la peinture, la littérature. Tout ça m'a toujours influencé. Le cinéma français surtout.» «Je serais très honoré, je crois, d'avoir un passeport français», déclare Jim Jarmusch qui précise vouloir tourner tous ses prochains films en France.

La Corée du Sud autorise l'accès à la version papier du journal officiel nord-coréen

Séoul a annoncé vendredi 26 décembre qu'elle allait faciliter l'accès du public au Rodong Sinmun, le journal officiel nord-coréen interdit en Corée du Sud, nouveau geste de l'administration du président Lee Jae Myung, partisan d'une politique d'apaisement avec Pyongyang. La mesure, qui consiste techniquement à faire passer ce journal du statut de «matériel spécial» à celui de «matériel général», «sera mise en œuvre au début de la semaine prochaine par le biais de procédures administratives nécessaires», a annoncé vendredi le gouvernement sud-coréen dans un communiqué diffusé à l'issue d'une réunion entre différentes agences gouvernementales. L'accès en ligne reste interdit

Les deux Corée sont toujours officiellement en guerre et l'interdiction de la propagande de Pyongyang, en vigueur depuis des décennies, est toujours applicable en Corée du Sud.

Mais les détracteurs de cette interdiction, parmi lesquels le président Lee Jae Myung, soutiennent que les Sud-Coréens sont suffisamment mûrs politiquement pour juger eux-mêmes de la propagande du Nord. Ils estiment également qu'il s'agit d'une censure inutile dans un pays comme la Corée du Sud, une démocratie dynamique et l'un des pays les plus connectés et les plus éduqués au monde.

Le Rodong Sinmun ne peut être consulté en Corée du Sud que dans des établissements désignés,



après vérification de l'identité du demandeur et de la raison pour laquelle il souhaite accéder à ce contenu, précise l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. La re-classification du journal permettra aux Sud-Coréens d'accéder facilement à sa version papier, l'accès en ligne restant toutefois

interdit, indique encore l'agence.

Une politique d'apaisement Cette annonce fait suite à la déclaration du ministère de l'Unification, chargé des relations avec la Corée du Nord, qui a informé le président Lee la semaine dernière de son intention de faciliter l'accès du public à certains docu-

ments de propagande nord-coréens. Le dirigeant avait alors estimé que les craintes selon lesquelles «le public allait succomber à la propagande et devenir communiste» étaient exagérées. «Au contraire, (donner accès à ces documents) sera l'occasion de comprendre précisément la réalité de la Corée du Nord», avait-il ajouté. Pyongyang n'a pas réagi au geste d'ouverture de Lee Jae Myung, qui cherche à apaiser les relations tendues avec la Corée du Nord. Il avait ainsi déclaré début décembre qu'il estimait devoir présenter des excuses à Pyongyang pour l'ordre donné par son prédécesseur d'envoyer des drones et des tracts de propagande de l'autre côté de la frontière.

Finalistes de la 9^{ème} édition de « Alhan wa Chabab » en Spectacle le 2 Janvier à Alger

Les finalistes de l'émission emblématique Alhane wa Chabab vous donnent rendez-vous le vendredi 2 janvier 2026 pour un spectacle musical d'exception à la Salle Ibn Khaldoun. À partir de 18h00, la scène ac-

cueillera Imad-Eddine Gnaoua, Ismahane Menacer et Zina Larab, trois voix révélées par la 9^e édition de ce programme mythique de la Télévision algérienne, qui célèbre depuis 1975 les jeunes talents de la chanson algérienne dans toute sa richesse

et sa diversité. Ce rendez-vous promet une immersion musicale sincère, portée par trois artistes incarnant la nouvelle génération de la scène algérienne, dans une atmosphère chaleureuse.



Travaux publics : Relance des projets de raccordement de plusieurs ports à l'autoroute Est-Ouest

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a fait état de la relance des projets de raccordement de plusieurs ports à l'autoroute Est-Ouest afin de fluidifier le transport des personnes et des marchandises et d'alléger la pression sur les villes côtières.

Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par le président du Conseil, Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali et de membres du gouvernement, M. Djellaoui a expliqué que les démarches administratives nécessaires ont été engagées pour la relance des projets routiers visant à raccorder plusieurs ports à l'autoroute Est-Ouest, après des années d'interruption des travaux, notamment les ports de Ténès et de Skikda.

Quant à la route reliant le port de Ténès et l'autoroute Est-Ouest, qui s'étend sur 54 km, le ministre a souligné que le projet est divisé en deux tronçons, le premier reliant Bouzeghaia à l'autoroute Est-Ouest au niveau d'Oued Sly, sur une distance de 22km, tandis que le second relie le port de Ténès à Bouzeghaia sur 32 km.

Les travaux du premier tronçon, confiés à un groupement algéro-portugais, ont été interrompus après avoir atteint un taux d'avancement de 52%, ce qui a conduit à la résiliation du contrat le 11 février 2025, et ce, en raison du "non-respect du groupement de ses obligations contractuelles" et "des difficultés financières dont il souffre", selon M. Djellaoui.

La Société Algérienne des autoroutes (ADA) entreprend actuellement les démarches administratives et juridiques nécessaires pour relancer le projet et achever les travaux restants. Le cahier des charges ayant été étudié par la Commission sectorielle des marchés publics, tandis que "la levée des réserves est en cours avant le lancement des procédures d'appels d'offres dans le prochains jours", selon les explications du ministre.

Une première partie du tronçon (10 km) jusqu'à Ouled Farès sera prise en charge, les travaux devant démarrer dès le choix des entreprises de réalisation, a indiqué le ministre, soulignant, dans ce sens, que l'enveloppe financière restante du projet permet uniquement la réalisation de cette partie, tandis que les procédures administratives pour l'attribution de la partie

restante seront engagées après la réévaluation de l'opération, et ce, en fonction des ressources financières disponibles.

Pour ce qui est du deuxième tronçon, la DTP de la wilaya de Chlef est chargée de la réalisation de l'étude technique y afférente, dont le taux d'avancement a atteint 90%. La réception de ladite étude est prévue pour le premier semestre de l'année 2026. Une fois l'étude validée et le coût final de réalisation arrêté, l'inscription des travaux de ce tronçon sera proposée au titre des prochains projets de lois de finances, a ajouté le ministre.

Concernant le projet de la pénétrante reliant l'autoroute Est-Ouest au port de Skikda sur une distance de 31 km, le premier responsable du secteur a révélé que les efforts se poursuivent actuellement pour la levée des réserves par l'ADA, en sa qualité de maître d'ouvrage mandaté, et ce, pour obtenir l'approbation du dossier par la commission sectorielle des marchés publics, avant le lancement de l'appel d'offres dans les prochains jours pour le choix de l'entreprise de réalisation.

Initialement confié à un groupe algéro-portugais, ce projet avait accusé un arrêt total en 2020 avec un taux d'avancement de 39%, avant la résiliation du



contrat le 16 février 2025.

Le ministre a expliqué que le retard accusé par ces projets est dû à leur "mauvais démarrage", notamment en matière de choix des entreprises de réalisation, soulignant que l'année 2026 verra la relance de nombreux projets à l'arrêt, lesquels auront des retombées de développement importantes.

Il a également fait état du lancement d'autres projets structurants, parmi lesquels le projet de la ligne ferroviaire Laghouat-El Meniaa, financé par la Banque africaine de développement.

Concernant la réalisation d'un accès direct à l'autoroute Est-Ouest au niveau de la région de Stita, commune de Bir El Arch (wilaya de Sétif), le ministre a

indiqué "qu'une étude technique globale sera lancée sous la supervision d'un bureau d'études spécialisé, en vue de proposer des solutions alternatives pour la réalisation d'échangeurs à ce niveau, notamment à travers l'aménagement des axes routiers parallèles à l'autoroute existante entre les échangeurs", et ce, en raison du nombre important de demande de leur créations.

Evoquant le bilan du secteur au titre de l'année 2025, M. Djellaoui a indiqué qu'il s'agissait "d'une année riche en réalisations" particulièrement en ce qui concerne le projet de la ligne ferroviaire minière, dont la réception est prévue la semaine prochaine, saluant les hautes compétences dont disposent les entreprises algériennes.

CAN-2025/ Algérie-Burkina Faso : Petkovic s'attend à un match " presque décisif "

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Vladimir Petkovic, a estimé samedi, à la veille du match face au Burkina Faso, prévu dimanche à 18h30 pour le compte de la 2^e journée (Gr. E) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, que cette rencontre s'annonçait "difficile" et "presque décisive" pour la qualification au second tour.

"Je dis toujours que le prochain match est le plus difficile. Nous attendons donc le Burkina Faso, une équipe très compétitive, l'une des favorites de notre groupe. Ce sera certainement un match presque décisif pour accéder au second tour", a déclaré le technicien national en conférence de presse.

Les Verts ont idéalement lancé leur campagne en dominant mercredi le Soudan avec autorité (3-0), tandis que le Burkina

Faso a dû attendre le temps additionnel pour renverser la Guinée équatoriale (2-1).

"Ce sera sans aucun doute un match difficile, mais je crois en mon équipe et nous ferons tout pour gagner et convaincre", a-t-il ajouté.

Revenant sur la prestation de la sélection nationale lors de la première journée, Petkovic a insisté sur la nécessité d'identifier rapidement les insuffisances.

"Nous avons constaté des difficultés dans certains segments du match et nous avons essayé, avec l'équipe, d'y remédier. Il est important de reconnaître les problèmes, et nous avons tenté de le faire", a-t-il expliqué.

Le sélectionneur a rappelé que les premières rencontres d'une compétition servent avant tout à progresser.

"Les premiers matchs servent toujours à s'améliorer, à

progresser et à tirer des enseignements pour la suite du tournoi", a-t-il souligné.

" Le Burkina Faso ? Une équipe solide "

Interrogé sur son prochain adversaire dans cette 35^e édition, le coach national n'a pas tari d'éloges sur les "Etalons".

"C'est une équipe solide et compacte, qui montre clairement sur le terrain ce qu'elle veut obtenir. C'est un groupe avec un moral élevé, qui l'a démontré en inscrivant deux buts tardifs face à la Guinée équatoriale. Les joueurs burkinabè évoluent ensemble depuis longtemps, ils ont du caractère et sont forts physiquement, mais aussi mentalement", a-t-il analysé.

Enfin, Vladimir Petkovic a rappelé l'importance, dans une compétition comme la CAN, de conserver sa propre identité de jeu tout en respectant



l'adversaire.

"A la CAN, il est important d'avoir sa propre intensité et sa propre identité, car on ne peut pas s'adapter à chaque adversaire tous les trois jours. Il faut toujours beaucoup de respect pour l'adversaire, connaître ses points forts et ses points faibles, mais surtout se concentrer sur nous-mêmes", a-t-il conclu.

Dans l'autre rencontre du groupe E, la Guinée équatoriale et le Soudan s'affronteront également dimanche (16h00), avec l'objectif commun de relancer leurs chances de qualification. Pour rappel, les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les quatre meilleurs troisièmes, accéderont aux huitièmes de finale de la compétition.